

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

VENDREDI
27

FÉVRIER
1976

N° 121

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

U.R.S.S. : XXVème congrès QUAND BREJNEV MENACE LES P«C» D'EUROPE DE L'OUEST

Le déroulement du XXVème Congrès du Parti « Communiste » d'URSS se poursuit dans le morne ennui des interventions des délégués qui tour à tour flagornent Brejnev et son rapport, et lancent systématiquement des attaques et des calomnies contre la République Populaire de Chine. Visiblement, ceux qui ont restauré le capitalisme dans le pays de la Révolution d'octobre, ne tolèrent pas le contre exemple vivant donné par le peuple chinois dans sa lutte pour l'édification du socialisme. Visiblement ceux qui ont perpétré l'agression de la Tchécoslovaquie, ceux qui poussent leur flotte de guerre sur toutes les mers du monde, ceux qui massent leurs troupes aux frontières de l'Europe, ne tolèrent pas que la République Populaire de Chine démasque systématiquement leurs visées agressives et dénonce le danger que fait courir la rivalité exacerbée de l'URSS et des USA.

Mais c'est un autre aspect du déroulement de ce Congrès que retiennent généralement les commentateurs français : Il s'agit des attaques à peine voilées contre les partis d'Europe occidentale accusés par les dirigeants soviétiques de débiter « le marxisme en tranches nationales » ou « de réviser les principes de l'Internationale prolétarienne ». Il est plaisant de voir ces gens qui d'un côté comme de l'autre ont renié la théorie révolutionnaire de Marx et de Lénine, ont de longue date abandonné la lutte révolutionnaire, se quereller de cette manière sur la place

publique. C'est que les divergences d'intérêt de ces différents partis vont tellement en s'aiguissant que leurs contradictions ne peuvent plus rester secrètes.

• Pour le P«C» d'URSS sa politique de pénétration en Europe dans le cadre de sa rivalité avec les USA exige de trouver dans les partis « Communistes » de ces pays européens des auxiliaires zélés qui défendent leur politique, qui soient capable d'infléchir la politique de ces pays dans un sens favorable au dessein soviétique. Aussi Brejnev apprécie-t-il très peu les critiques que Marchais, Berlinguer ou Carillo portent à l'URSS. Depuis plusieurs mois des pressions considérables sont développées en direction de ces partis pour les contraindre à suivre les directives du social-impérialisme soviétique.

• Pour les P«C» de France, d'Italie ou d'Espagne, qui à des degrés divers croient à la possibilité d'accéder rapidement au gouvernement capitaliste de leurs pays, ils sont gênés par leurs liens avec Moscou, vis-à-vis de certaines couches de leur électorat (petite bourgeoisie, moyenne bourgeoisie...). D'où des déclarations en série pour se désolidariser des aspects les plus hideux et les plus connus de la dictature terroriste instaurée par les nouveaux bourgeois du Kremlin. Au fur et à mesure que les perspectives de victoire de l'Union de la gauche se sont renforcées, le P«C»F a tenu à prendre ses distances avec ce qui se fait en URSS: affaire Pliouchtch, camps de travail, autant

suite page 7

LA «SECURITE DES FRANCAIS» QUI SONT LES VRAIS DELINQUANTS ?



voir p. 2 et 3

Fougères TOUTE UNE REGION CONTRE LE NOUVEAU PLAN DE LICENCIEMENT

voir page 5



SOMMAIRE

- Lutttes ouvrières C.E.P.E.M. Thermor : « il faut tenir » -p.5-
- C.F.T. - l'ordre nouveau dans les usines -p.6-
- U.R.S.S. De la coexistence pacifique au social impérialisme p.8
- La Mauritanie à l'heure du Sahara -p.9-
- La vie du journal -p.10-
- Télévision : « La tête et les jambes ». -p.11-
- Mitterrand en Algérie - Portugal -p.12-

DOSSIER

LE VRAI VISAGE DE LA DELINQUANCE

Paul Lefort

La délinquance... Jeunes, chômeurs, immigrés... autant de délinquants en puissance selon la bourgeoisie. Jean-Pierre de Bruay, Bruno T., Patrick Henry... l'amalgame est facile. Mais quoi de commun entre un infanticide monstrueux et un jeune qui vole une mobylette ? A-t-on jamais entendu dire de tel patron qui tire sur ses ouvriers en lutte, de tel spécialiste de la fraude qu'il était «délinquant» ?

Au moment où Poniatowski mène bataille pour « la sécurité des Français » - entendez pour renforcer l'appareil de répression de sa classe - quelques points doivent être précisés.

A force d'entendre la presse, la télévision, Lecanuet, Poniatowski, on finit par oublier ce qu'est vraiment la délinquance qu'ils utilisent pour justifier l'augmentation des forces de police.

Il faut remettre les choses à leur place, connaître des points essentiels pour pouvoir détruire leur campagne d'intoxication.

la délinquance des jeunes augmente faiblement

Elle concerne 1 garçon sur 100 et une fille sur 1 000, parmi les mineurs, soit garçons et filles ensemble, une proportion de 7 pour mille environ. Si l'on ajoute à cette «population délinquante de 45 000 jeunes, ceux qui ont entre 18 et 20 ans, on trouve 70 000 personnes. Ce chiffre est sans doute important parce qu'il décèle cette maladie sociale, mais le taux de 6,5 % jeunes pour mille en 1965 est passé seulement à 7,6 % aujourd'hui, alors que les causes de la délinquance ne cessent de s'accroître.



les juges indulgents ? En 73 : 9400 peines de prison.

la délinquance juvénile, c'est le vol

Si la presse et Poniatowski leur ont donné du relief, les crimes commis par des jeunes sont très rares. Il y en a eu 13 en 1974. Contre 50 000 infractions de tous ordres. La proportion des mineurs criminels parmi les délinquants diminue d'ailleurs : elle est passée de 2 pour mille à 1,3 pour mille de 1968 à 1974. Ce sont les vols simples qui font les deux tiers des actes délinquants. Leur répartition est d'ailleurs significative de la vie des jeunes sous le capitalisme : 1 vol sur 2 est un vol dans un magasin ou un vol de mobylette et d'auto. Il n'y a qu'un vol sur 5 qui est commis au domicile des personnes.

des délits contre la propriété

Puisqu'ils en sont démunis complètement, les voleurs délinquants s'attaquent à la propriété. Deux actions délinquantes sur trois sont contre les biens. Ajoutons les infractions au code de la route et on a 9 infractions sur 10. Le reste se répartit entre les atteintes aux mœurs et les atteintes aux personnes.

les crimes des jeunes

Une enquête précise, un peu ancienne, a dénombré et analysé les crimes des jeunes

sur deux ans. Au total, 205 cas. Comment se répartissent-ils ? D'abord, 31 crimes contre les personnes : 17 homicides dont les victimes sont des familiers du jeune (employeur, voisins, relations), et 8 crimes dans la famille (contre le père, et 2 assassinats d'enfants nouveaux nés par des jeunes filles mères) et 6 cas de «coups et blessures graves».

Les crimes contre les mœurs étaient au nombre de 91 : la majorité sont des viols collectifs (69) qui expriment bien le désarroi et la dégradation morale des jeunes qui les commettent : vie familiale, vie sexuelle perturbée, exploitation de la femme en sont la cause, bien sur produit direct de l'organisation sociale capitaliste.

Quant aux crimes contre les biens (83), il s'agit principalement de 48 vols graves. Sur ce nombre 30 ont été commis à l'instigation

d'un adulte profitant de la situation marginale des jeunes en cause : 9 chômeurs, 22 sans profession précise. Le reste sont des incendies volontaires (25 commis par vengeance, dont 15 contre les employeurs).

pas d'indulgence des juges

Contrairement aux plaintes sur le «laxisme» des juges de Poniatowski, les chiffres prouvent la sévérité des peines : 9 400 peines de prison en 1973. Et la sévérité va croissant : en 1950, un jeune délinquant sur 30 était condamné à de la prison, aujourd'hui, c'est un sur 10, sans qu'il y ait aggravation

des sources de délinquance. Au point que les fils de cadres supérieurs et professions libérales (dont les pères sont 7,4 % de la population active) ne représentent que 1,7 % des délinquants. A l'inverse, les ouvriers représentent, selon les mêmes statistiques 42 % de la population active, mais leurs enfants sont 61 % des délinquants.

La «récidive» est liée aussi à la classe, et au taux de chômage. Les fils de cadres supérieurs, dans une enquête sur le Val de Marne, représentaient 4 % des délinquants «primaires», mais 0,6 % seulement des «récidivistes». Les fils d'ouvriers, eux, avaient un taux de 54 % chez les «primaires» et 60 % chez les récidivistes. Les délinquants chômeurs sont 14 %, mais les délinquants chômeurs représentent près de 40 % des récidivistes.

Ces quelques points principaux ne trom-



des délits. Sur les 205 crimes dont on a parlé, 4 auteurs seulement ont été acquittés, et 153 ont été condamnés à des peines de prison.

la vie sous le capitalisme engendre la délinquance

C'est la ville abrutissante et violente des capitalistes qui produit l'essentiel de la délinquance : 5 délinquants pour mille dans les villes de moins de 5 000 habitants contre 23 dans celles de plus de 100 000.

Le chômage, le rejet de l'école sont des facteurs décisifs associés à la vie urbaine intolérable pour le peuple. Au moment où, en moyenne, 60 % des jeunes de 15 à 19 ans sont à l'école, 2 délinquants sur trois sont au travail ou au chômage au même âge. Dans ces conditions, il va de soi que les délinquants viennent surtout de familles du peuple. Une enquête de 72 montrait que les ressources de la famille du délinquant étaient inférieures à 1 000 F dans 82 % des cas. Elles étaient même nulles pour 1 délinquant sur 10. La plupart de ces familles sont brisées par la vie quotidienne et les conditions de travail : 1 sur 2 n'est conduite que par un seul des parents.

la classe sociale joue un grand rôle

Ce n'est pas, comme voudrait le faire croire Poniatowski, que les enfants du peuple sont «prédisposés» : on s'aperçoit en effet que, selon les statistiques officielles les fils de «favorisés» sont plus délinquants dans les zones à forte délinquance, et, inversement, les «moins favorisés» le sont moins dans les zones à faible délinquance.

C'est que l'exploitation, la misère, les familles détruites, l'école réservée aux riches

pent pas sur l'origine et l'étendue de la délinquance.

Les jeunes délinquants sont issus pour la plupart de familles populaires dans la misère. Chaque enfant du peuple est bien plus exposé à la délinquance qu'un fils de patron, ça va de soi. Le jeune délinquant est souvent chômeur. Et il récidive.

Il s'attaque le plus souvent aux biens que le système social lui refuse, pour manger, plus se déplacer, se distraire. C'est une réaction fruste, non réfléchie, non politique, qui fait de lui une victime à double titre. C'est très rare qu'il commette des crimes.

La délinquance constitue une solution individuelle qui enfonce encore plus son auteur, qui l'enchaîne plutôt que de le libérer. Elle le détourne de la lutte collective, organisée et lui fait accepter la société comme elle est.

Mais les vols simples sont plus répandus qu'il n'apparaît dans la statistique : ils deviennent presque une nécessité à mesure que le chômage s'accroît.

Comment ne pas haïr un système social qui oblige le jeune à voler son pain pour vivre, sa mobylette pour se distraire ? Comment ne pas haïr une société qui dégrade à ce point un jeune qu'il en vient à assassiner de sang froid un de ses frères, un faible, une personne âgée ?

Ceux qui érigent la délinquance en acte capable de constituer une réponse à l'explication capitaliste font cause commune avec les bourgeois qui imposent, sous leur pouvoir, cette dégradation.

Si la propriété des capitalistes, c'est le vol, il faut les voler collectivement, en les renversant. Et, nul doute que la violence révolutionnaire sera nécessaire pour extirper, outre la violence de l'exploitation, la violence de la délinquance et l'asservissement de l'homme qu'elle entraîne.

POLITIQUE

Les nouvelles mesures pour la sécurité des Français

QUI CREE L'INSECURITE ?

Insécurité grandissante, montée de la délinquance, ces formules sont matraquées avec une rare obstination par les moyens de propagande du gouvernement. « Il existe un sentiment d'insécurité grandissant », nous dit-on, c'est certain.

Mais si les travailleurs sont en insécurité, la raison essentielle en est-elle la délinquance, comme on voudrait nous le faire croire ? Non, pour les travailleurs, l'insécurité c'est celle du lendemain : la difficulté à payer les traites, le loyer avec les risques de saisie, d'expulsion. C'est la crainte d'être au chômage et pour les chômeurs l'inquiétude quotidienne, la hantise de ne pas retrouver d'emploi. Pour

les personnes âgées, l'insécurité, c'est d'abord de ne pas savoir si l'argent de la retraite permettra de manger demain. Pour l'ouvrier, l'insécurité, c'est aussi celle des risques permanents d'accident du travail.

A la précarité des emplois, à la menace de la saisie, aux risques d'accidents s'ajoute l'inquiétude sur l'avenir de la société : de quoi demain sera-t-il fait ? Guerre, révolution ? De nombreux travailleurs se posent la question. Ce sentiment d'insécurité, le pouvoir lui donne pour explication la délinquance pour détourner la colère des travailleurs et masquer ses responsabilités.

CONSEIL DES MINISTRES DES PETITES MESURES QUI CACHENT DE GRANDS PROJETS

Les mesures annoncées mercredi en conseil des ministres par Lecanuet-Poniatowski apportent de nouveaux perfectionnements à un appareil répressif déjà bien doté. En procédant par retouches successives, plutôt que d'adopter brutalement un train de mesures répressives, le gouvernement espère ainsi tromper notre vigilance et éviter la protestation, à petites doses ça devrait mieux passer. Mercredi, nous avons eu droit à une nouvelle petite dose.

● Aggravation des sanctions pour les délits de port d'arme et d'explosifs.

● « incrimination particulière contre les individus qui, pour commettre un crime ou un délit, portent des uniformes de police ou de gendarmerie ou font usage d'insignes réservés à ces fonctionnaires ». Cette mesure ne concerne pas les policiers de l'antiquaire, les flics qui tabassent dans les commissariats, les CRS qui matraquent et grenadent, tous ces individus qui portent des uniformes de police pour commettre leurs forfaits. Il ne faut pas s'y tromper, cela c'est la violence légale, elle ne sera pas plus réprimée, même pour ce qui est des « bavures ».

● « Il est également envisagé d'étendre aux gendarmes et aux agents de police judiciaire le droit de visite des véhicules et de leur conte-

nu ». Ils ne se gênaient déjà pas pour prendre ce droit, avec cette mesure, ils n'auront plus de raisons de limiter leurs investigations.

● Création d'un comité d'étude chargé de procéder à une investigation scientifique du problème de la violence, de la délinquance et de la criminalité ; Peyrefitte en sera le président. La science est appelée à la rescousse pour servir de caution à la campagne sur la montée de la violence et à justifier les mesures répressives.

Il y a deux mois, l'adoption du budget accordait à Poniatowski des crédits supplémentaires pour recruter ses

hommes de main : 1 000 de plus pour 76. Les décisions du conseil des ministres peuvent paraître bénignes, d'autant que certaines comme par exemple l'indemnisation des victimes d'agressions n'ont rien de répressives, mais ajoutées aux autres : augmentation des effectifs, opérations coup de poing, filière d'urgence en justice, etc., on se rend compte que le duo Lecanuet-Poniatowski met progressivement en place un arsenal répressif redoutable.



Au nom de l'insécurité, le renforcement de la répression.

L'INSECURITE A TRAVERS LA PRESSE

Radio-France, jeudi matin, 7 h. 30, le bulletin d'information débute sur deux faits divers : dans le Var, le maire d'un village annonce qu'il va créer une milice de protection pour assurer la sécurité des personnes âgées ; dans l'Eure-et-Loir, un jeune qui cambriolait une pharmacie est tué par un préparateur. Pourquoi ces nouvelles, avec commentaire à l'appui, à la une du bulletin d'information, ne se passe-t-il rien de plus important dans le monde ? C'est une mise en condition, après avoir fait peur, le commentateur nous rassure en passant à l'exposé des mesures du conseil des ministres de la veille, et le tour est joué, comment ne pas approuver l'action du gouvernement dans le domaine de la lutte contre l'insécurité.

La lecture de la plupart des quotidiens renchérit sur ce thème : « Le Parisien Libéré », entre les pronostics pour les courses et l'horoscope, ne contient qu'une longue énu-

mération de faits divers sanglants. « L'Humanité » dresse un tableau effarant de la criminalité en France : « montée de la violence... vague de criminalité et de délinquance... Les rues de nos villes n'ont jamais été aussi peu sûres, les vieillards ont rarement été aussi exposés aux mauvais coups des voyous et des escrocs de haut vol aux petits malandrins en passant par les spéculateurs de tout poil... » Dans le concert d'intoxication sur la prétendue montée de la violence, l'Humanité tient sa place ! La critique que porte le quotidien révisionniste aux mesures gouvernementales, c'est principalement d'être inopérantes, secondairement de renforcer l'arsenal répressif, mais sur ce point, que réclament les élus révisionnistes sinon une augmentation des effectifs et des moyens de la police en particulier dans les banlieues ouvrières, on comprend pourquoi ils ne critiquent pas les propositions de Poniatowski qui vont dans ce sens.



2 doigts coupés : Voilà la véritable insécurité !

La répression contre les jeunes

Témoignage d'une mère de famille d'Aubervilliers dont le fils de 17 ans qui était au chômage a eu des ennuis avec les flics.

COMMENT ELLE VOIT LA SITUATION DES JEUNES : J'ai eu une amende de 50 F à payer avec mon loyer et une menace d'expulsion parce qu'il roulait en moby-sont dans la rue, sans métier, lette autour des immeubles.

« Une fois quittée l'école, ils L'autre soir, ils ont envoyé deux cars de flics ! Pour du bruit ! Ils mettent des amendes si les jeunes s'allongent sur les pelouses. »

Dans la cité, les jeunes n'ont rien pour se distraire. On devait démolir l'usine en face pour faire une piscine ou un parc, mais rien n'a été fait depuis 18 ans. La municipalité PCF a distribué un tract sur les loisirs disant qu'il n'y avait rien pour les jeunes. C'est tout ! »

QU'EST-CE QU'ELLE PENSE DES FLICS

« Les flics, ils peuvent pas voir les jeunes, ils leur veulent du mal.

Au commissariat, ils leur disent : « tu auras une balle dans la tête si tu continues ». Ils menacent de les trapper, ils ont pas le droit ! »

COMMENT SE MANIFESTE LA REPRESSION CONTRE LES JEUNES

« Mon fils s'est fait prendre alors qu'il démontait deux ampoules ; il a passé la nuit au poste, ils l'ont gardé jusqu'à 3 h. et ils l'ont ramené menottes au poignet ! »

QU'EST-CE QU'ELLE PENSE DES JEUNES

« Les jeunes, ils sont gentils, il faut les comprendre au lieu de queuler sans cesse dessus. Il faut bien qu'ils s'amuse à leur âge ! »

Insécurité : la partie immergée de l'iceberg

Les « accidents du travail », (la véritable insécurité, c'est pourtant celle-là !), on les met sur le compte de la fatalité ou de l'imprudence des ouvriers, rarement leurs véritables responsables, les patrons qui créent les conditions des accidents ne sont pas mis en cause. Les chiffres sur les accidents du travail accusent la société du profit, c'est bien pour cela que le gouvernement feint de les ignorer quand il parle de l'insécurité.

En 73 : 1 137 804 accidents du travail avec arrêt d'au moins une journée.

2 246 morts pour le régime général de la Sécurité Sociale sans compter :

régime agricole	58 663 accidents	354 morts
régime électricité	2 997 accidents	20 morts
régime gaz	870 accidents	4 morts
régime mines	16 624 accidents	60 morts
régime SNCF	11 887 accidents	55 morts
régime PTT	14 355 accidents	27 morts

Les chiffres d'accidents du trajet pour 75 s'élèvent à 2 200 morts et 115 000 blessés. Ces chiffres prennent uniquement en compte les victimes des accidents de la circulation survenus au cours des déplacements résidence-lieu de travail.

Encore l'insécurité au H.F. 4 d'Usinor-Dunkerque

Samedi, une fosse à laitier du Haut-Fourneau n° 4 d'Usinor-Dunkerque explose. De la fonte s'est écoulee dans une fosse à laitier où stagnait de l'eau. Une déflagration s'en est suivie, touchant un hangar à bull-dozers et les vestiaires. Fort heureusement, ça s'est produit à la relève des équipes et personne n'était plus dans les vestiaires ! Pour la direction, c'est donc « sans conséquence » et « la production s'est poursuivie normalement ». Mais les syndicats estiment que les menaces sur les travailleurs étaient réelles et la surveillance des fosses à laitier « n'est pas satisfaisante ». En fait, c'est l'intensification actuelle du travail au HF 4 qui est à l'origine de cet accident, car on tourne maintenant à 11 tonnes à la minute (au lieu de 8 en temps « ordinaire ») dans la production aujourd'hui !

corresp. Usinor

LUTTES OUVRIERES ET PAYSANNES

Le Conseil Economique et Social contre les vieux travailleurs

Dans sa séance de mercredi, le Conseil Economique et Social vient de rejeter deux amendements CGT aux projets d'avis sur les taux de pension (minimum vieillesse) et l'âge de la retraite :

- abaissement à 55 ans de l'âge de la retraite pour les femmes travailleuses ;
- fixation du minimum de retraite à 75 % du salaire des 10 meilleures années.

Ces revendications constitueraient un pas non négligeable vers « la retraite à 50 ans pour les femmes et travaux pénibles, avec 80 % du salaire des 5 meilleures années » que réclament dans les entreprises les Syndicalistes Révolutionnaires, ont été complètement étouffés ! FO a apporté sa petite pierre au mur du refus patronal en indiquant que le projet du Conseil, pourtant bien maigrichon (taux de pensions portés « progressivement » à 70 % du SMIC, abattement fiscal de 10 % en faveur des retraités, passage « suggéré » des taux de reversion de 50 à 75 %...) « pourrait mettre en danger le régime des retraites complémentaires » !

Les éboueurs de Pantin et Bagneux en ont plein les bottes !

Les éboueurs de la S.I.T.A. (qui assurent l'enlèvement des ordures dans la région parisienne, proche banlieue nord et sud) sont en grève à Pantin et Bagneux (les deux dépôts-centres) depuis une dizaine de jours. « 10 à 20 tonnes d'ordures par jour ; voilà ce qu'on a au bout des bras ! » ; « courir sans cesse derrière les camions-bennes » ; « Tout ça pour quère plus de 1700 F par mois ! »... C'est le sort de ces travailleurs, pour la plupart immigrés.

Les maires P«C»F, avec Ballanger et Fiquères en tête, sont allés arranger avec les syndicats un « ramassage sauvage » des ordures des communes qu'ils gèrent. Ils ont l'audace de présenter cela comme « le remerciement des travailleurs pour le soutien des élus communistes » (sous prétexte que ces messieurs se sont rendus en délégation à la S.I.T.A. !). Décidément, en pléines cantonales, tout est bon pour le P«C»F !

Manducher-Bellevue (Oyonnax): un premier pas

Une grève de deux jours vient de permettre aux travailleurs de Manducher-Bellevue, entreprise du secteur Chimie-Plastique (sachets de conditionnement plastique, tuyaux, films polyéthylène...) d'Oyonnax, de remporter une victoire sur leurs revendications (1 F de l'heure de plus pour tous, révision des classifications, révision de l'hygiène et sécurité...). Pour le 1^{er} mars, c'est ce qui a été obtenu ; certains, même, ont eu jusqu'à 1,20 F de l'heure... Mais la marmite continue de bouillir et le couvercle ne va tarder à ressauter, avec un mouvement des trois unités de production. La grève qui vient de s'achever est un tremplin qui a permis déjà des acquis et l'unité entre les « extrudeurs » (travaillant sur les fibres épais) et les femmes de la « sacherie » (sacs plastiques) pour obtenir en mars les augmentations prévues pour Avril...

corresp. Oyonnax

Communiqué des Paysans-Travailleurs

Le gouvernement nous avait fait la promesse de sortir du tunnel de la crise, mais le tunnel est sans fin. Cette situation est durement ressentie par les travailleurs, en particulier par les petits et moyens paysans.

Le pouvoir a à prendre en considération les secteurs de son économie qu'il juge non conforme à ses intérêts. L'agriculture est visée, les viticulteurs, les producteurs de lait subissent des tours de vis qui les écrasent de plus en plus. Leur travail n'est pas payé, leurs conditions de vie se dégradent. Devant cette situation, le mécontentement des paysans qui vivent de leur travail est légitime. Face à leurs revendications c'est la continuité d'une même politique : la répression -1974-1975- crise de la viande, les paysans exploités luttent, plus de 120 inculpations. Aujourd'hui, 25 inculpations dans le Jura - 17 blessés grièvement et un mort dans les Vosges.

Michel Boyé est mort pour avoir voulu exprimer la volonté d'un changement. Il n'a rencontré que la violence de la police à Poniatowski ; dans une manifestation réprimée par la matraque, les grenades et des jets de produits chlorés destinés à la destruction d'animaux nuisibles. C'est scandaleux...

Le pouvoir veut écraser délibérément toute volonté de lutte chez les paysans exploités. Il refuse de leur accorder la rémunération et l'amélioration des conditions de leur travail !

Le collectif national de l'Association nationale paysans travailleurs (tél. 783.20.97 ou 566.98.07)

CEPEM-Thermor :

IL FAUT TENIR

Ca continue à la CEPEM-Thermor, et c'est à l'unanimité que la grève a été reconduite en Assemblée Générale.

La direction a eu beau affirmer, au cours d'une interview télévisée, qu'il n'y avait que (1) 75 % de grévistes, le mensonge a vite été découvert : parmi les non-grévistes, elle compte le personnel des agences de vente, réparties dans toute la France et tous ceux... qui sont en arrêt-maladie ! En fait, c'est toujours à 90 % que le personnel est en grève.

Mardi matin, une négociation a eu lieu, la direction a fait un premier recul, les personnes dont les contrats se terminaient en janvier et février sont embauchées dé-

la quatrième revendication : 150 F pour tous, a suscité bien des débats. La direction propose 3% (au 1^{er} avril et avec un plancher minimum de 60 F) et se déclare



finitivement ! Mais c'est encore largement insuffisant pour le reste : l'incertitude de l'emploi pèse encore sur tous ceux dont le contrat se termine après mars, il n'y a pas (selon les directeurs) de problème de cadences et à la place du 13^{ème} mois, seule une augmentation de 0,5% de la prime est proposée !

UNE AUGMENTATION UNIFORME

La réponse de la direction à

« très attachée à la hiérarchisation des salaires ».

C'était une tentative pour diviser le mouvement et rallier les techniciens et agents de maîtrise qui sont dans la lutte. Mais à la suite de l'intersyndicale, les travailleurs maintiennent résolument leur volonté d'avoir une augmentation uniforme. Comme le disait un délégué « Agent de maîtrise ou ouvrier, nous avons tous été touchés par le chômage technique. Nous

sommes tous touchés par la hausse des prix. Ce n'est qu'un rattrapage de notre pouvoir d'achat que nous demandons, et il doit être le même pour tous ! ».

SE PREPARER A FAIRE FRONT CONTRE LA REPRESSION

Les propositions de la direction ne cherchaient donc qu'à diviser le mouvement. Face à cela, la nécessité se fait jour de renforcer encore l'unité qui existe et de durcir l'action. C'est ce qui est au centre des discussions aujourd'hui : ainsi, à la mini assemblée générale de l'après midi, des travailleurs, immigrés principalement, ont proposé de bloquer les portes d'autres d'occuper l'usine. En plus des difficultés techniques (il y a en fait quatre usines bien distinctes, distantes de plusieurs centaines de mètres les unes des autres) c'est la question de l'unité face à la répression qui est posée : vu l'importance de la grève de la Cepem à Orléans, une occupation, une séquestration ou autre signifie l'arrivée des flics très rapidement ; et qui est déterminé à affronter la police pour défendre la grève : l'intersyndicale se dit prête, de très nombreux travailleurs aussi, mais pas tous cependant. Alors faut-il engager la lutte dans le sens d'un affrontement minoritaire ? Ne vaut-il pas mieux préserver l'unité dans le but de la faire progresser pour garantir un durcissement nécessaire ?

Le Comité de soutien est un élément de cette unité. Coude à coude, des employés, des ouvriers, des techniciens, jeunes ou vieux, hommes ou femmes, vont dans tous les marchés de l'agglomération, aux portes des grands magasins, devant les usines pour faire des collectes et populariser. Bien peu d'usines ont été faites encore et on atteint déjà 1 million et demi. Les syndicalistes des boîtes ont fait collectes ont été faites reprennent ce qui devient une phrase habituelle à Orléans « On avait jamais vu ça ! Jamais les collectes n'avaient autant rapporté »

Même à Rivière-Casalis, où les ouvriers sortent de 14 jours de grève et n'ont pas encore été payés...

C'est signe que la grève de Thermor est populaire, et de plus en plus ! Ça aussi, c'est quelque chose qui se dégage des assemblées générales. « On est conscient que tous les ouvriers d'Orléans nous regardent, il ne faut pas les décevoir ! »

Nous lançons un appel à tous les syndicalistes, tous les lecteurs du Quotidien du Peuple qui travaillent dans des boîtes du trust CGE d'Amboise ROUX, pour qu'ils envoient des motions de soutien et organisent des collectes.

Ecrire à l'inter-syndicale CGT-CFDT de la CEPEM : rue Croix-Fauchet 45 - St-Jean-de-la-Ruelle

LA JUSTICE S'INCLINE... LORSQU'ON EST EN FORCE

Le 20 février, 300 paysans environ occupait le palais de justice de Lons-le-Sauvage (39) où étaient jugés MM. Duprez et Legras. Ils étaient jugés parce que le 15 mars 1975, ils avaient (avec d'autres paysans) arrêté un camion chargé de porcs venant de l'Allemagne de l'Est (!) et appartenant aux salaisonneries Morey à Cuiseaux (71). Ils ont fait prendre un « petit air de Revermont » comme le souligne l'avocat Maître Bouchir. L'accusation les accusait de « dégradation de véhicule » et « d'entrave de la voie publique ».

Maître Bouchir qui défend les deux paysans, souligne l'importance de la baisse des cours qui font qu'en 1974 et 1975 les éleveurs de porcs ont fait des dettes en travaillant et que non seulement ils ne peuvent pas vivre de leur travail mais ils ont fait des dettes. Les deux paysans seront acquittés et reconnus « non coupables ».

Après le jugement, un meeting a eu lieu devant le palais de justice où les diverses organisations agricoles ont pris la parole, la section porcine FDSEA (tendance paysan-travail-

leur) et le CDJA (paysan-travailleur) en soulignant la volonté des paysans de vivre de leur travail, c'est-à-dire d'être rémunérés d'une façon correcte, tandis que le MODEF parle d'une augmentation de 20% des produits agricoles.

Après le meeting, une manifestation est décidée, de nombreux mots d'ordre sont avancés ; en voici quelques uns : « luttons pour la rémunération, la garantie de notre travail »,

« luttons pour garder et contrôler notre outil de travail », « paysans tous en tôle, le SMIG on touchera », « non à la répression », « solidarité aux inculpés » et puis le mot d'ordre du MODEF « Bruxelles coupable, Bonnet complice, nous voulons vivre ».

Au cours du meeting et de la manifestation, il a été souligné qu'actuellement, 35 autres paysans sont inculpés et ce n'est pas fini ! 15 paysans inculpés avaient participé à une

action au cours de laquelle ils avaient coupé des jeunes sapins dans la propriété de la soeur de Giscard d'Estaing ! Et les autres 20 paysans sont inculpés parce qu'ils ont empêché un propriétaire de dépouiller son fermier de ses terres pour les donner à un cumularde.

Développons la solidarité autour des paysans inculpés !

Corr. paysan Montceau.



Manifestation paysanne.

LUTTES OUVRIERES

Rehault à Fougères

APRÈS LA «TABLE RONDE BIDON»

“VERS DES ACTIONS PLUS DURES”

Les conditions de vie et de travail des ouvriers de la chaussure au début du siècle étaient très dures : très bas salaires, horaires démesurés, chômage fréquent... L'introduction des machines fit encore baisser les salaires, parfois de moitié.

Réduits à une immense misère, les travailleurs de la chaussure engageaient la lutte dès 1889 par une longue grève. Puis 1906 où les patrons décidèrent une mesure de lock-out général. 1932 ! C'est la grande grève, les affrontements très durs avec la gendarmerie à cheval : sabres contre outil à découper le cuir. Cette grande lutte, bien que n'ayant pas été un succès revendicatif, reste dans toutes les mémoires comme un symbole de la lutte de la classe ouvrière fougéroise.

Plus près, le 8 mai 68, une imposante manifestation a lieu suite à la fermeture simultanée de cinq usines. C'est à Fougères le signal de la grande offensive de Mai. Pas de fléchissement : 1974 c'est la grève du rendement à la SPLI, puis c'est à nouveau la chaussure, les débrayages et manifestations se succèdent tout au long de l'année 1975, depuis l'annonce du plan de 1000 licenciements en décembre 1974. Maintenant, une usine est occupée. D'autres vont sûrement l'être à la fin du mois. La classe ouvrière fougéroise renoue avec les vieilles traditions de lutte de ses anciens.

DES FORMES DE LUTTE RADICALES

Ce qui caractérise surtout les luttes dans la chaussure, c'est la détermination des travailleurs. Leur grande combativité qui ne recule devant rien. Ceux de Rehault par exemple : anciens ouvriers, mères de famille, jeunes célibataires... Tous étaient à la manifestation de lundi. Tous ceux qui étaient prévus sont venus à Rennes dans le cortège de voitures.

Dans leur majorité, ils considèrent que l'emploi de formes de lutte radicales, violentes est nécessaire et que c'est le seul moyen d'arracher les revendications. Les nombreuses réflexions que nous avons recueillies après la table ronde bidon de jeudi sont significatives de ce point de vue : «Maintenant ça va chauffer ! Nous ne céderons pas ! Nous ferons tout ce qu'il faut, mais nous aurons du boulot pour tous !»

Les choses se précisent pour les travailleurs de Rehault. Après la «table ronde»-bidon, mercredi, les quelques illusions qui pouvaient subsister sur ce genre de «négociations» ont disparues. Il va falloir «passer aux choses sérieuses».

Après l'entreprise Maunoir, c'est «Morel & Gaté» qui, à son tour, vient de déposer le bilan. Il y a quelques jours. Les mille licenciements seront bientôt atteints.

La journée de mercredi était également importante par rapport à la question de l'unité syndicale. Maintenant que leur gadget est épuisé, il va bien falloir que FO et la CFTC prennent position. Les travailleurs de chez Maunoir et «Morel & Gaté» ne vont sans doute pas accepter d'être licenciés. Il ne fait pas de doute qu'ils vont rejoindre ceux de Rehault dans la lutte. Il faudra bien reposer la question du «Front Syndical».

répandu en sous-main à une certaine époque, l'idée que les paysans qui étaient venus manifester à Fougères avaient cassé des voitures de travailleurs.

Sous-estimer ce danger, sous prétexte qu'aujourd'hui il est très minoritaire et que la lutte est solide, c'est se réserver

de mauvaises surprises lorsque se présenteront des difficultés sérieuses. Il est au contraire nécessaire, sans le surestimer non plus, d'engager dès aujourd'hui une lutte intransigeante contre ces idées qui tirent en arrière et contre leur matérialisation, le P«C»F, diviseur de la classe ouvrière.

POUR VAINCRE, DÉJOUER LES MANOEUVRES DU PCF

Le PCF a un plan pour sauver la chaussure française. Ce fameux plan tourne essentiellement autour de deux points :

- la relance de la consommation ;
- la réglementation des importations, c'est-à-dire la défense de la chaussure française.

La «crise» de la chaussure est le prétexte pour le PCF de ressortir sa vieille rengaine sur la relance de la consommation : «Augmenter les salaires pour pouvoir acheter et baisser le prix des chaussures de 20 % en supprimant la TVA », dit un tract du PCF à Fougères.

Comme s'il suffisait d'augmenter les salaires pour résoudre la crise ! Non, pour résoudre cette crise, c'est la société qu'il faut changer.

Mais il y a pire : les Français marchent à côté de leurs chaussures. Ils n'achètent même pas français !

« Quand on voit des étalages remplis de chaussures espagnoles » dit un élu du PCF à Rennes. Lasoze, permanent CGT, lui dira : « l'Italie est notre principal concurrent » !

- Les ouvriers italiens ou espagnols seraient-ils les concurrents des ouvriers français ?

- Le PCF veut réglementer les importations. Il ne demande pas semble-t-il la réglementation des exportations... qui sont passées en 10 ans de 40 à 70 millions de paires : alors ! Le PCF est bien le défenseur de «l'intérêt national». Autrement dit, le défenseur de l'impérialisme français avant d'être celui des ouvriers.

Sur ce point, à quelques nuances près, le PCF et M. Bidegain (Président de la Fédération Patronale de la Chaussure) sont d'accord : ce dernier, après avoir rappelé que la France est le 3^e exportateur de chaussures après l'Espagne et l'Italie réclame lui-aussi « une protection temporaire contre les importations parce que, dit-il, nous ne sommes pas en mesure de lutter contre la concurrence ».

Ainsi, M. Bidegain et le PCF, tous les deux ardents défenseurs de l'impérialisme français vont sans doute unir leurs efforts pour sauver «la chaussure française».



LA PLACE DES FEMMES

Chez Rehault, 60 % du personnel est représenté par des femmes, dont une écrasante majorité d'OS.

Lundi à la manifestation elles étaient venues nombreuses et combatives, lançant des mots d'ordre, beaucoup levant le poing et chantant l'Internationale. Elles ont aussi participé dans l'enthousiasme à l'«expédition» Fougères-préfecture de Rennes, en cortège de voitures. Devant la préfecture, après l'annonce des délégués CFDT et CGT de l'inutilité de cette table-ronde, un groupe réclamera : «on veut Trégaro, on veut Trégaro !» nom du dirigeant FO. Elles sont prêtes, comme les hommes à participer à de futures actions plus dures.

Nous avons demandé à discuter avec un groupe de femmes et un camarade de la CFDT nous conduit à travers l'usine jusqu'à un atelier. Là, une dizaine de travailleuses qui «font leur tour de garde» dont une majorité d'anciennes ouvrières. Elles tricotent tout en discutant de leurs problèmes, de la situation sur Fougères et bien sûr plus particulièrement de chez Rehault. Le camarade nous présente et nous montrons le Quotidien de lundi, où les ouvrières lisent avec intérêt

la page sur Fougères. La discussion s'engage : «Le travail était très dur avant l'occupation. Il fallait produire toujours plus vite avec un chef sans arrêt sur le dos» dit l'une d'elles, «Et pour gagner moins qu'un homme à qualification égale» ajoute une autre. «Puis il fallait rentrer chez soi et faire une deuxième

que pose l'occupation dans leur famille, elles nous diront : «Nos maris ne s'opposent pas à notre participation à la lutte, d'ailleurs il y en a qui travaillent dans cette usine». «Le mien travaille dans une autre usine de la chaussure qui vient de déposer le bilan alors, nous avons les mêmes problè-

condition ouvrière en général. «C'est nous qui produisons et c'est nous qui faisons les frais quand ça ne va pas !» Beaucoup d'interrogations chez ces travailleuses. Il faut changer le gouvernement ? Le remplacer par quoi ? Cela sera-t-il suffisant ? Elles n'en sont pas convaincues. L'aspiration au tra-



journée de travail, la cuisine et le ménage...» «Avant, on levait la tête, on se faisait attraper, maintenant on prend le temps de se connaître, de discuter de nos problèmes bien que l'on soit plus fatiguée car il faut monter la garde». Lorsque nous abordons les problèmes

mes tous les deux» dit une autre. «Ce que nous voulons, c'est que tout le monde retrouve du travail avec le même salaire. Il faut que tout le monde s'y mette pour gagner».

La discussion s'acheva sur les solutions aux problèmes du chômage, de la

vail pour tous, à une société où n'existe pas le chômage est continuellement présente.

Toutes ces questions que nous avons abordées avec les travailleuses, il faut les approfondir. La lutte, c'est un moment privilégié pour le faire.

ENQUÊTE

CFT : L'ORDRE NOUVEAU DANS LES USINES ?

-2-

Simca-Chrysler (Poissy)

FRAUDES, VIOLENCES ET CORRUPTION EN TOUT GENRE

A Simca Chrysler, à Poissy, à 40 kilomètres de la région parisienne, dire que les travailleurs sont surexploités est bien peu dire

LE BAGNE CAPITALISTE DANS TOUTE SA RÉALITÉ

Simca, ce sont les cadences, le système des amendes sur salaire qui a permis à la direction, en 3 ans, de retirer sur la paye déjà faible des ouvriers, la somme de 1

eu 200 !! Là aussi, pour imposer cette exploitation féroce, pour empêcher et briser toute activité syndicale, la direction a fait appel à l'officine CFT. Faisant la loi au CE, elle a voté le règlement intérieur qui stipule que 2 avertissements donnent droit à la porte. Ici, la formule choc de la direction, est : «Travailler et se taire... ou partir». Chez Simca, beaucoup de travailleurs cachent leur appartenance syndicale CGT, car les gardiens et la CFT rôdent...

de la CFT appelés pour l'occasion «délégues», 50 % des attributions non nominatives d'augmentation de salaires. Les salaires sont distribués «au mérite». Ici, les agressions sont courantes. En 75, un militant CGT est agressé violemment et doit interrompre le travail... après quoi il se verra licencié pour «violences à agents». Les agressions se font jusque sous les locaux de la direction, comme en juin 75 où 2 militants CGT sont roués de coups par 30

depuis mai 75 : celui du secrétaire du syndicat CGT de l'usine. La direction veut frapper à la tête.

Mais l'activité de la CFT ne s'arrête pas là. Elle est particulièrement virulente lors des élections. Là, il arrive fréquemment que des ouvriers soient accompagnés jusqu'au bureau de vote par la maîtrise et des agents CFT. En 1974, des bulletins CFT sont substitués à des bulletins CGT, et toujours la même année, un membre de la CFT est surpris en train de mettre vingt enveloppes dans l'urne !

CONSULAT MAROCAIN ET CFT

A cela s'ajoute, d'une manière intimement liée, la convocation au consulat du Maroc, de candidats CGT Marocains, pour qu'ils retirent leur candidature, comme en 74. Répression syndicale donc, mais parallèlement, l'officine CFT bénéficie des avantages les plus larges : en 1973 ainsi que l'année suivante, les membres de la CFT se voient attribuer deux heures par jour payées, ceci en période électorale, pour accomplir leur sale besogne. Voilà l'activité quotidienne de la CFT à Simca Poissy. La direction croit ainsi éternellement faire plier l'échine aux travailleurs. Elle se trompe lourdement : la répression ne peut qu'amener une révolte encore plus grande de ceux-ci. La direction s'en rendra vite compte.

Citroën (Cormelles-le-Royal)

LA CFT AU JOUR LE JOUR

BRISER LA REVOLTE DES TRAVAILLEURS

Citroën, à Cormelles le Royal, près de Caen, c'est 4 000 ouvriers, dont beaucoup sont d'anciens petits paysans qui, avec leur minuscule lopin de terre n'arrivent plus à vivre. Certains n'en possèdent plus. L'implantation de Citroën, dans la région, illustre parfaitement les avantages que la bourgeoisie entend tirer de sa politique de «décentralisant», dans les régions à forte proportion de chômage, tentent de jouer sur les salaires, d'imposer des conditions de travail démentielles, en faisant le chantage du genre «Si vous n'êtes pas content, beaucoup sont prêts à prendre votre place, vous n'avez qu'à partir». Et c'est vrai que le travail dans la région est plutôt rare : sait-on que certains travailleurs viennent de Cherbourg, c'est-à-dire de plus de 100 kilomètres ?

Mais imposer cette surexploitation, pour Citroën, n'allait pas sans mal. En 68, les travailleurs sont déjà fortement organisés et ont mené des luttes avec la section CGT. Celle-ci, en 68, obtient 80 % des voix. Aussi, dès après Mai 68, la direction commence par licencier 7 délégués syndicaux. Elle continue en infiltrant des éléments CFT au sein de la section CGT. Dès lors, le chantage deviendra permanent : «Si vous fréquentez la CGT, on va enlever l'usine et changer de département». La CFT apparaît officiellement. Depuis, elle tente de faire la loi, de briser toute révolte des travailleurs. C'est cette répression quotidienne contre les travailleurs et les militants syndicaux qu'un militant CGT a rapporté dans une réunion sur la répression et dont nous publions ici des extraits de son témoignage.



Citroën : la CFT armé de lances à incendie protège l'usine des grévistes.

milliard d'anciens francs ; Simca c'est jusqu'aux abattements pratiqués sur les primes, suivant le nombre de mises à pied, d'avertissement... et ils sont nombreux ! En 8 mois, c'est la bagatelle de 105 atteintes aux libertés syndicales qui ont lieu et depuis juin 74, il y en a

PRESSIONS ET MENACES EN TOUT GENRE

Ici, encore moins qu'ailleurs, on ne peut espérer avoir la moindre augmentation si on n'est pas à la CFT : c'est elle qui distribue les augmentations. En 73 et 74, la direction a remis aux sbires

nervis de la CFT ; l'un d'entre eux sera jeté sous les roues d'une voiture. En juillet, c'est 2 Marocains qui sont à leur tour agressés. Chez Simca, la direction, avec la CFT veut écraser dans l'œuf la volonté des travailleurs de s'organiser. Il y a quelques jours, avait lieu le 30^e licenciement



«A Citroën, on est suivi dans tous nos déplacements, à l'intérieur de l'usine. Les élections sont truquées : il y avait 14 bureaux de vote dans l'usine, répartis dans cinq ateliers. Quand tu vérifiais, pour les élections le résultat dans un atelier, le temps d'aller à l'autre, le trucage se faisait à ce moment-là. Les bureaux de vote étaient tenus par la CFT. La CFT avait tout le monopole. En plus, les gars, s'ils parlaient aux gars de la CGT, ils se faisaient appréhender, ils étaient menacés de prendre la porte. Ils étaient changés d'atelier, de machines, sans arrêt, si bien qu'on était isolés des ouvriers. Alix, c'était mon chef de secteur. Le matin, il recevait les gars de la CFT et il leur donnait des ordres. Moi, dès qu'on me voyait partir, mon chef disait aux autres chefs : «Attention, il y a machin qui arrive». Alors, on m'espionnait. Dans la CFT, j'ai vu des chefs. Le président de la CFT était chef d'équipe. Enfin, sur Caen, le secrétaire général du Calvados, c'est un contremaître.

tu rentres pour la première fois, on te dit : «Vous voyez ici, il y a 2 syndicats : pour votre intérêt personnel, mettez-vous à la CFT. Quand je suis arrivé en 70, 15 jours après mon arrivée, on m'a proposé la carte CFT. J'ai refusé. On m'a changé sans arrêt de chef. Au début, j'étais en bout de chaîne et je me suis retrouvé sur les machines les plus dégueulasses.

A la CGT, on était 4. Sur les 4, on ne le savait pas au départ, il y avait 2 gars de la CFT infiltrés : on a découvert ça, 4 mois après les élections : le chef de la CGT est venu m'attaquer disant que je faisais trop de boulot pour la CGT. Il fallait que j'en fasse moins. Ils menaient la baraque CGT depuis 2 ans. Ces gens-là, ils changeaient de voitures tous les 6 mois et pourtant ils gagnaient comme moi. Un jour que je distribuai un tract, on est venu et on m'a pris à la gorge : «Tu en fais trop» m'a-t-il dit.

A Citroën, les libertés syndicales sont entravées sans arrêt : quand je voulais avoir un bon de délégation, il fallait que j'aie vu mon chef de secteur, donc lui.

TOUS LES MOYENS SONT BONS

A l'usine Citroën, quand

L'USINE DE LA PEUR

extraits du livre de Daniel Bouvet paru aux éditions Stock

Bouvet raconte dans son livre la vie dans les ateliers de Citroën :

Au contrôle des traverses, je me trouve en «bonne» compagnie. L'atelier est entièrement aux mains de la C.F.T.. C'est l'atelier commando du syndicat maison. Le chef de production est le propre président de ce syndicat : Maindrelle.

Je suis, cette fois-ci, complètement prisonnier. Je ne peux plus faire un pas sans être suivi. On m'accompagne aux w.-c.. On m'attend devant la porte. Tous les camarades qui m'approchent sont repérés, menacés, changés d'atelier, ou même licenciés au moindre prétexte.

Régulièrement, il est convoqué au bureau d'Allix, son chef de secteur, pour qu'il cesse toute activité syndicale. Les menaces sont claires :

- Vous savez, Bouvet, des accidents se produisent parfois... et même des attentats à la bombe... Ça arrive très souvent, sur les paliers, par exemple, sans qu'on sache jamais qui est responsable... on ne sait pas d'où ça vient. On ne retrouve pas les auteurs. Je vous dis ça comme ça. Vous avez deux enfants. Vous n'êtes pas soutenu, vous n'êtes pas suivi...

Sa femme n'est pas épargnée : la CFT ne l'oublie pas :

C'est à cette époque que ma femme fait la connaissance de Désiré, un camarade de chaîne. (...)

Elle constate qu'à partir de ce jour, elle est, de la part de la direction, l'objet d'une surveillance particulière. (...) Elle ne travaille plus jamais à la même place (...).

La raison de ces brimades, elle ne l'apprend que plus tard : Désiré, son camarade, est délégué de la C.G.T., et la direction voit d'un mauvais œil que, dès son entrée à l'usine, une ouvrière se lie d'amitié avec un délégué C.G.T. (...)

Alors, les pressions s'accroissent : elle ne peut plus faire un pas sans qu'on lui en demande la raison :

« Où allez-vous ? Pourquoi cessez-vous de travailler ? »

Elle est surveillée, entourée. Chacun de ses pas est compté. Comme tout cela ne change rien (...), on finit par la muter dans un autre atelier, au contrôle des «barres anti-roulis»...

(...) Mireille ne peut demander de congé pour aller au mariage du délégué C.G.T. sans s'attirer des embêtements. Elle y va donc un certificat médical en poche pour éviter les ennuis. Manque de chance, la direction y avait envoyé son mouchard...

Le jour suivant elle est convoquée par son agent de secteur qui lui apprend sa mise à pied de vingt-quatre heures pour absence injustifiée.

La CFT, à Citroën, tente régulièrement de trouver des mouchards et là aussi elle menace :

Mon camarade Jules Fauvel me raconte une entrevue qu'il vient d'avoir avec Allix.

Il est convoqué au bureau pour être arrivé en retard plusieurs fois (...):

ALLIX : Pour cette fois, Fauvel, ça va, je ne vous sanctionne pas. Mais, en contrepartie, je voudrais que vous me rendiez service. Vous connaissez Bouvet, vous êtes son camarade ? J'aimerais que vous me racontiez ses projets, que vous me parliez des gens qu'il fréquente, de ses occupations...

(...) Savez-vous s'il a participé à la manifestation pour les libertés syndicales du 20 juin ?

FAUVEL : Je ne crois pas. De toute manière, ça ne me regarde pas. Il est libre de faire ce qu'il veut.

ALLIX : Bon, bon ; mais réfléchissez à ma proposition. C'est pour votre bien. Vous pourriez obtenir une augmentation ou une promotion...

Mais Jules ne veut pas jouer ce rôle-là, et, huit jours plus tard, après une nouvelle entrevue avec Allix, il sera changé d'atelier :

- Dorénavant, si vous arrivez en retard ou si vous avez des retours de pièces, vous écoperiez d'un avertissement ou de mise à pied. Souvenez-vous-en...

INFORMATIONS GÉNÉRALES

SUITE DE l'éditorial

d'affaires récentes où Marchais a demandé des comptes aux dirigeants du Kremlin. Tout le XXII^e Congrès du P.C.F. était orienté vers cet objectif : tendre la main aux couches pivots de la société du programme commun, les ingénieurs, les cadres : multiplier à leur intention les reniements avec son passé révolutionnaire déjà lointain et à la fois prendre ses distances avec l'URSS d'aujourd'hui, véritable repoussoir.

Le fond de la querelle est là, et l'une et l'autre causes sont bien étrangères aux intérêts des travailleurs. Quoi de commun entre les intérêts des travailleurs et la ligne de Brejnev, qui impose la misère et la répression aux peuples soviétiques, et fait peser sur les pays d'Europe des menaces d'une agression ? Quoi de commun entre les intérêts des travailleurs et la ligne de Marchais, qui renonce à la dictature du prolétariat et vise à instaurer une nouvelle dictature bourgeoise fondée sur le pouvoir des ingénieurs, des cadres et des techniciens qui règneraient en maîtres dans une économie où le secteur nationalisé serait élargi. Parce que au-delà de leurs contradictions, Marchais et Brejnev sont d'accord sur un point : Lutter contre le socialisme, développer un capitalisme nouveau avec un fort secteur d'Etat. Mais ancien ou nouveau capitalisme, c'est précisément ce que rejettent les travailleurs.

LES PLASTIQUEURS DE PEUGEOT

De 1970 à 1974 une série d'attentats sont commis : bombe contre une gendarmerie, plastiquages divers signés de noms empruntés à l'extrême gauche «Comité d'Action Révolutionnaire», «GARI». La presse qui n'en demandait pas tant se déchaîne contre «les gauchistes». L'arrestation des coupables révèle qu'il s'agit en réalité de professionnels de la provocation. Ils sont six et tous membres du personnel de Peugeot Sochaux et déclarent vouloir «créer un sentiment d'insécurité parmi la population pour inquiéter le gouvernement». On reconnaît là la stratégie de la tension utilisée par les fascistes italiens. Parmi eux des anciens engagés d'Algérie, passés par l'OAS, et comme Paillard repris de justice.

Malgré ce passé chargé ou à cause de lui ils sont embauchés chez Peugeot où ils

bénéficient d'un étonnant régime de faveur comme en témoignent les absences fréquentes pour lesquelles ils ne sont jamais inquiétés. Ils prétendent cependant n'avoir jamais appartenu à la CFT. Mais il n'y a certainement que le tribunal pour les croire. Ou pour feindre de les croire. Ce qui est remarquable en effet dans ce procès c'est l'attitude du tribunal. Un des avocats s'efforce de défendre la CFT et même le SAC dont il n'est même pas question. «Toutes les armes cachées en France ne le sont pas toutes par le SAC ni par la CFT et d'autres organisations réputées d'extrême droite». Tous les efforts de la justice dans cette affaire viseront à présenter les six hommes comme des francs tireurs sans complicité, ni attaches, que ce soit avec la milice de Peugeot, la CFT ou le SAC. Il lui faut cacher que Peugeot, la CFT et les SAC agissent de

concert et emploient des hommes de main recrutés en partie dans les débris de l'armée coloniale ou dans la pègre, pour espionner les travailleurs, s'attaquer aux militants syndicaux et si besoin est user de violence pour expulser les grévistes.

Wilczynski le principal inculpé a été condamné à 18 ans d'emprisonnement, Paillard à 15 ans, Sauze à 6 ans et leurs trois comparses à des peines allant de 3 à 5 ans partiellement couvertes par le sursis. On peut sans grands risques parier que les plus grosses peines ne seront pas effectuées jusqu'à leur terme, loin de là. Ce n'est pas l'habitude des patrons de laisser moisir trop longtemps leurs hommes de main en prison. Souvenons-nous de Tramoni l'assassin de Pierre Overney qui n'a pas fait plus de deux ans de prison.

Strasbourg

OÙ S'ARRÊTERA LE LIBÉRALISME DE GISCARD ?

Beaucoup de monde et aussi beaucoup de flics le 25 février au soir à la Maison des jeunes de la Meinau pour le meeting de soutien au Front Polisario, organisé par l'Amicale des Algériens en Europe. En fait de meeting, il n'y en eu point car le préfet, «cra-

gnant» des troubles a interdit cette réunion. Prétexte futile quand on sait que de semblables meetings ont déjà eu lieu à Bordeaux, Marseille, Nancy partout sans troubles. La vérité est que le gouvernement français, ne veut plus tolérer que s'élève la voix du Polisario pour appeler les

travailleurs de France à le soutenir. Il est intolérable au gouvernement français que le Polisario affirme clairement, preuve à l'appui, que ce sont ses partisans qui ont repris Amgala, alors que la télévision française, puisant ses sources d'information auprès du bourreau Hassan II, essaie de nous faire croire que ce sont les Algériens qui ont repris cette ville. Pourquoi Giscard, le libéral musclé, n'a-t-il pas interdit les meetings du fasciste Dupuy, qui eux, chaque fois, engendraient des bagarres, des incendies de locaux publics et nécessitaient le déplacement d'une horde de CRS ? Après les arrestations de syndicalistes, les agressions de flics contre les ouvriers en grève, l'assassinat d'un manifestant, Giscard interdit aujourd'hui une réunion publi-

La CFT : «les libertés ça nous connaît»

Hier la Commission des libertés de l'Assemblée Nationale entendait ses auditions. Plusieurs personnalités vaudraient exposer leur point de vue sur cette question, parmi la liste de ceux qui seront entendus ne figurent pas de travailleurs, de toute façon la Commission écouterait ces «personnalités» mais pour ce qui est de tenir compte de leur avis c'est autre chose. Estimant avoir beaucoup à dire sur les libertés, la CFT a demandé à être entendue. Le libéralisme musclé la CFT en connaît un peu dans ce domaine.

Arrestation d'un des ravisseurs de Christophe Mérieux

Louis Guillaud, un des ravisseurs de Christophe Mérieux n'a pas supporté plus longtemps de dormir à côté de liasses de grosses coupures sans pouvoir s'en servir. Il a tenté mercredi d'en échanger une partie (150 millions) contre de l'or. Mal lui en a pris, les numéros des billets étant connus, il s'est fait arrêter sur le champ. Louis Guillaud ferait partie du gang des Lyonnais.

Maintenon : un toxicomane de 19 ans abattu

A Maintenon, dans l'Eure-et-Loir, trois jeunes surpris alors qu'ils cambriolaient une pharmacie pour se procurer des stupéfiants ont été tirés par le préparateur. L'un d'eux, âgé de 19 ans, a été mortellement blessé, un autre est hospitalisé avec trois balles dans le ventre. Lauvray, le préparateur se serait, dit-on, affolé. En fait, il a tiré sans sommation sur des jeunes qui n'étaient pas armés, en visant les organes génitaux. Après avoir blessé l'un des jeunes, il a continué à tirer sur l'autre qui s'enfuyait et l'a tué. Ce geste n'est pas surprenant dans le climat actuel de haine anti-jeunes entretenu par le pouvoir. Le maire de Maintenon après ce meurtre n'a eu aucune parole de regret et déclaré son soutien à Lauvray. France-Soir a déjà excusé le geste criminel de Lauvray : «l'enquête établira sans doute la légitime défense». Tuer un petit voleur qui s'enfuit, c'est sans doute de la légitime défense ?

Communiqué de la Coordination Parisienne des élèves révolutionnaires

La réunion du 7 mars à Lyon se prépare également d'une façon active à Paris, où les cas de répression contre les révolutionnaires, d'obstruction aux 10 %, de fermeture des foyers socio-éducatifs, de limitation des droits d'expression, se dénombrent par dizaines dans les lycées ou collèges.

Jusqu'à présent, la riposte a été trop fragmentée, trop dispersée : il faut aller plus loin.

C'est pourquoi la Coordination Parisienne des élèves révolutionnaires a décidé de répondre à l'appel lancé par Lyon pour définir une plate-forme nationale d'action, pour décider de journées communes de lutte : afin que se développent les échanges d'expérience entre élèves de différentes villes, afin que soit brisé l'isolement sur lequel compte Haby, nous participerons à la réunion du 7 mars.

La coordination parisienne organise un départ en cars depuis la capitale. Prix du voyage : 50 F. Pour tout renseignement écrire ou téléphoner au QdP qui transmettra.

TOUS A LYON LE 7 MARS !

INTERNATIONAL

CHINE LA RECHERCHE "A PORTES OUVERTES"

Chenyang, 24 février 1976 (Hsinhua). Au cours de la grande révolution culturelle, l'institut de chimie et de physique de Talién, en Chine du Nord-Est, qui jadis ne faisait sa recherche que «dans des laboratoires fermés», fait maintenant fonctionner «à portes ouvertes» et en a remporté des succès remarquables.

Cet institut a obtenu des résultats dans 20 importants projets d'étude en 1974 ; mais en 1975, il a mis au point 67 projets, 28 d'entre eux sont très importants, parmi lesquels 12 ont comblé des lacunes dans les sciences et technologies de Chine et 12 autres ont atteint et parfois dépassé le niveau avancé du monde.

Relevant de l'académie des sciences de Chine, ce grand institut a une longue histoire. Au cours de la révolution culturelle, il a critiqué la ligne erronée qui l'isolait de la politique prolétarienne, de la production et des ouvriers et paysans. Plus d'une centaine de groupes d'étude des œuvres de Marx, d'Engels, de Lénine, de Staline et du président Mao et des groupes de recherche théorique ont été créés. Par l'étude et la grande critique révolutionnaire, les scientifiques, les techniciens et les ouvriers ont élevé leur niveau de conscience quant à la lutte entre les deux



lignes. Maintenant, ils coopèrent étroitement pour mener leur recherche scientifique à porte ouverte, en établissant des liens avec plus de 300 unités des divers endroits du pays.

L'étude de la protection de l'environnement contre la pollution est une des préoccupations importantes de l'Etat.

Conscients de son importance sur le plan politique, à travers des enquêtes pendant la révolution culturelle, les scientifiques et les techniciens sont allés dans les usines et les entreprises pour les aider à résoudre le problème de la pollution. Ce qui leur a valu une bonne appréciation des ouvriers et des paysans.

Les techniciens du groupe de recherche sur la polymérisation des hydrocarbures éthyléniques, sont allés dans les usines travailler et expérimenter avec les ouvriers et s'enrichir de leur expérience. Là, ils ont résolu des problèmes épineux, difficiles à résoudre dans les laboratoires, et réformé le processus technologique, élevant considérablement la qualité des produits et réduisant les prix de revient. Après un an d'efforts, ils ont mis au point trois sortes de catalyseurs servant à la polymérisation des hydrocarbures éthyléniques. Leur efficacité atteint le niveau avancé du monde. Pendant leur recherche, ils ont analysé des dizaines de milliers de données, faisant progresser la théorie catalytique.

La recherche scientifique à porte ouverte rend plus courte la durée d'étude, plus nombreux les résultats et plus facile leur application dans l'industrie, grâce à ce système, l'institut a rédigé 480 thèses et rapports techniques.

DOCUMENT

URSS DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE ... AU SOCIAL IMPÉRIALISME

Dans son rapport présenté au XXV^e Congrès, Brejnev a résumé en huit propositions, les tâches prioritaires de l'URSS pour la «paix, l'indépendance et la liberté» :

- renforcer l'unité et la coopération des pays socialistes
- arrêter la course aux armements
- liquider les foyers de guerre
- approfondir la détente
- assurer la sécurité en Asie
- conclure un traité de non recours à la force
- liquider les vestiges du colonialisme

- supprimer les discriminations et les diktats dans les relations internationales

Propositions qui conduisent à s'interroger sur la «politique de paix que les dirigeants de l'URSS d'aujourd'hui affirment être la leur.»

Voici 20 ans, en réalité, depuis le vingtième congrès du PC d'URSS, que la «coexistence pacifique», les «garanties pour la paix mondiale», sont parmi les thèmes favoris de ces gens-là. De l'eau a coulé sous les ponts, et au fil des années, le sens de ces discours a en fait recouvert des réalités différentes.

Si, à l'époque de Khrouchtchev, c'était principale-

ment la collaboration avec les Etats-Unis qui dominait, c'est une toute autre orientation qui se prend depuis quelques années : la confrontation tend de plus en plus à prendre le pas. S'agit-il pour autant d'un retour à des positions révolutionnaires, d'un soutien réel énergique aux peuples en lutte pour leur libération, aux mouvements révolutionnaires ?

On pourrait se demander alors pourquoi, au fil des années, le même vocabulaire persiste : pourquoi, à l'intérieur, la même politique de retour au capitalisme persiste et se renforce. Il n'est pas d'exemple, à ce jour, qu'un pays capitaliste adopte, sur le plan international, une politique d'internationalisme prolétarien !

« Arrêter la course aux armements » : recourir au chantage nucléaire

«Aujourd'hui, n'importe quelle guerre, même quand elle débute par une guerre ordinaire, non nucléaire, pourrait se transformer en une guerre destructrice nucléaire et de fusées» et «nous détruirons notre Arche de Noé, la terre» déclarait

Khrouchtchev en juin 1961. Il faut donc œuvrer pour «un monde sans armes, sans armées, sans guerres» par le «désarmement général et complet».

Brandir la menace nucléaire, participer au concert impérialiste du chantage nu-

cléaire, c'est la justification que tente d'apporter Khrouchtchev pour faire accepter sa version de la coexistence pacifique. Pour la faire passer dans la pratique, il a un certain nombre de recettes toutes prêtes.

«Liquider les foyers de guerre et le colonialisme» : désarmer les peuples en lutte

«Même une petite étincelle peut engendrer une guerre mondiale». «Nous travaillerons dur... pour étouffer les étincelles qui pourraient faire surgir les flammes de la guerre».

1er novembre 1954 : les premières «étincelles» de la guerre de libération nationale du peuple algérien s'allument. Khrouchtchev refuse tout soutien : «Nous ne désirons pas que la France s'affaiblisse, nous désirons qu'elle devienne plus grande encore» déclare-t-il à un correspondant du Figaro le 19 mars 1958.

Juin 1967 : agression israélienne contre les pays arabes. Brejnev ne lève pas le petit doigt. Par contre, il mobilise 5 000 soldats et policiers pour

protéger les ambassades de Grande-Bretagne et des Etats Unis contre les étudiants arabes qui manifestent à Moscou. L'URSS déploie tous ses efforts pour imposer un cessez-le-feu immédiat aux pays arabes. A la réunion extraordinaire de l'ONU qu'elle fait convoquer, elle ne soutient pas l'appel des peuples arabes pour le retrait des troupes sionistes. Et en novembre 1967, elle vote la trop fameuse résolution 242 de l'ONU, qui consacre le «droit à l'existence de l'Etat d'Israël»,

contre la volonté des peuples palestiniens et arabes. A dater de ce jour, l'URSS va même mettre à profit la défaite arabe, la tension persistant dans la région du fait de la menace israélienne, pour tenter de mettre la main sur un certain nombre de pays arabes. Particulièrement, l'Egypte sera armée, à condition que les armes restent, pour leur utilisation, sous le contrôle de Moscou : les milliers de «conseillers» soviétiques s'en chargeront. Déjà, la «coexistence» avec les Etats-Unis commence à laisser, sur certains points, la place à une compétition acharnée.

Collaborer avec l'impérialisme américain

«Nous (l'URSS et les USA) sommes les pays les plus puissants du monde. Si nous nous unissons dans l'intérêt de la paix, il n'y aura pas de guerre. Et si un fou s'avisait alors de déclencher la guerre, il nous suffirait de le menacer du doigt pour qu'il se calme» déclarait Khrouchtchev, qui multiplie les actes d'allégeance.

En 1956, il revient ravi de son entretien à Camp David avec Eisenhower, qualifié de «grand homme» qui «comprend la grande politique» et la propagande soviétique se répand en louanges sur l'«esprit de Camp David».

En 1961, il s'agit de l'«esprit de Vienne». Khrouchtchev rencontrant Kennedy, c'était une «ère nouvelle pour l'histoire de l'humanité». Et c'est sans doute dans cet «esprit» que Khrouchtchev s'agenouillait devant Kennedy, un an après «Vienne», en retirant de Cuba, sous la menace US, les fusées, les avions et les spécialistes militaires soviétiques, acceptant du même coup, le contrôle «international» des Etats-Unis sur les navires soviétiques et le territoire cubain.

En 1963, le début de coexistence tant souhaité par Khrouchtchev s'opère : un traité soviéto-américain sur l'interdiction partielle des essais d'armes nucléaires. Il ne s'agit nullement d'interdic-

tion et à plus forte raison de destruction des armes nucléaires. Par ce traité, USA et URSS se garantissent le monopole de l'arme nucléaire, se donnant le moyen de recourir encore plus fortement au chantage nucléaire contre les peuples en lutte. La véritable nature de la coexistence pacifique à la Khrouchtchev commence à se dessiner.

1967 : Kossyguine rencon-



A Moscou : « l'amitié soviéto-américaine ». Aujourd'hui, le temps est passé à l'orage.

tre Johnson à Glassboro. Les gages de bonne volonté de Khrouchtchev, prêt à bon nombre de compromissions ont produit leurs effets. La collaboration est désormais ouverte. Un accord se conclut sur la disposition des forces armées. L'OTAN ramène à 20 % ses troupes stationnées en Europe Occidentale. Kossyguine donne son approbation tacite à une réduction importante des troupes US en Allemagne Occidentale pour que l'impérialisme US puisse renforcer ses forces d'agression au Vietnam. C'est à l'époque, la politique de la paix à l'ouest et du tapage à l'est.



Khrouchtchev, le champion de la «coexistence» : la soif de conquête de Brejnev est encore plus grande.

« Assurer la sécurité en Asie » : encercler la Chine Rouge

Pendant que l'impérialisme US renforce sa sauvage agression contre le Vietnam, les dirigeants soviétiques eux, s'emploient à tisser des liens avec tous les régimes réactionnaires qui entourent

la Chine : au Japon, en Indonésie, en Birmanie, en Malaysia et tout particulièrement en Inde. Et, pour le coup, ils ne lésinent plus sur l'«aide». 970 millions de roubles entre 1966 et 1970 pour

les réactionnaires indiens, des équipements militaires, des installations d'usines d'armement. Un soutien ferme et solide à leur nouvelle agression contre la Chine en 1967.

«renforcer l'unité et la coopération des pays socialistes» : fonder à l'Est un empire colonial

Khrouchtchev aux lendemains mêmes du XX^eème Congrès place à la tête des pays de l'Est de nouveaux dirigeants. Par le biais du Pacte de Varsovie, les dirigeants révisionnistes vont contrôler l'armée de ces pays. Par le biais du «Comecon», ils vont les annexer économiquement et les transformer en colonies soumises à leur suzerain soviétique tout puissant.

Sous couvert de division internationale du travail, de «spécialisation de la production» et d'«intégration économique», elle contraint ces pays à adapter leur économie nationale à ses besoins, à devenir ses marchés, ses usines auxiliaires de transformation, ses vergers, ses potagers.

L'URSS redevenue capitaliste, a besoin, comme tout

pays capitaliste, d'une sphère d'influence économique incontrôlée, d'une «chasse gardée», d'où soit exclu tout autre capital international.

Cependant, les contradictions surgissent vite entre les groupes de dirigeants révisionnistes des pays de l'Est et les dirigeants soviétiques. Et c'est dans ces conditions que l'URSS envahit la Tchécoslovaquie.

Occupation armée de la Tchécoslovaquie

Le 20 août 1968, les tanks et les blindés pénètrent en Tchécoslovaquie. Les révisionnistes tchécoslovaques pour tenter d'échapper à une main-mise particulièrement étouffante de l'URSS qui contrôlait 67 % de l'économie, voulaient imiter l'exemple de Moscou et développer directement leurs relations avec les pays capitalistes occidentaux. L'URSS ne pouvait tolérer une semblable opération qui risquait en outre de provoquer une série de réaction en chaîne incontrôlable.

Comme Hitler trente ans plus tôt dans ce même pays, comme l'impérialisme US au Vietnam, elle envoie son armée, ses chars et ses blindés. Le gouvernement Dubcek acceptant finalement la sou-



Praque 68 : les chars russes.

mission, la résistance du peuple est noyée dans le sang.

La véritable nature de l'URSS se dévoilait aux yeux des peuples du monde : celle d'une puissance, socialiste en paroles, impérialiste dans les faits, qui n'hésitait plus à

recourir à la force armée contre un peuple qui n'acceptait plus son diktat : l'ère du social-impérialisme commençait ouvertement en Union Soviétique.

LA MAURITANIE A L'HEURE DU SAHARA des patriotes mauritaniens parlent

C'est hier, avec deux jours d'avance, que l'Espagne a achevé de quitter le Sahara Occidental. Aux termes de l'accord tripartite qui la liait au Maroc et à la Mauritanie, ses troupes ont systématiquement servi d'éclaireurs à leurs armées d'invasion, leur transmettant systématiquement les renseignements topographiques accumulés au cours de décennies d'occupation.

Si l'intervention du roi du Maroc Hassan II au Sahara est largement connue, celle de la Mauritanie l'est moins. Ce pays, situé au sud et à l'est du Sahara, doit théoriquement, d'après l'accord signé avec la Mauritanie et l'Espagne, annexer la partie sud. Aussi est-il engagé de son côté également dans une guerre de conquête. Des patriotes mauritaniens donnent ici leur point de vue sur l'engagement de leur pays dans le conflit saharien.

La guerre d'annexion qui se déroule actuellement au Sahara et dans laquelle notre pays est directement engagé représente un événement d'une extrême gravité non seulement pour le peuple Sahraoui mais aussi pour le peuple Mauritanien et tous les peuples de la région. Pour des raisons compréhensibles nous voudrions aborder ici avant tout la signification de ces événements pour la Mauritanie, nous limitant à quelques réflexions sur les autres aspects de la question.

CONTRE L'ANNEXION PAR LA FORCE

Les liens historiques, culturels et de sang qui unissent les peuples mauritanien et sahraoui peuvent être attestés par tout observateur objectif. Et si une telle réalité constitue une base objective pour une unité librement consentie, elle ne saurait être une raison d'annexion par la force le peuple sahraoui et encore moins de le «partager» avec un autre pays en foulant aux pieds son droit légitime à l'autodétermination. Pour nous au contraire, ces liens sont pour le peuple mais aussi pour le gouvernement mauritaniens une raison d'apporter un soutien puissant et sincère à la lutte anti-colonialiste puis à la lutte anti-expansionniste du peuple sahraoui. Une telle voie, malgré les apparences est la seule qui puisse réellement unir les deux peuples.



L'armée mauritanienne : aujourd'hui plongée dans l'invasion du Sahara Occidental.

Voilà pourquoi, le soutien à la juste lutte anti colonialiste de ce peuple frère est depuis plusieurs années et en particulier depuis janvier 1974 un mot d'ordre constant, allié à toutes les revendications de la jeunesse et des diverses couches populaires de notre pays. En dépit de tout cela, le gouvernement mauritanien a signé le sinistre accord tripartite de Madrid et, de concert avec les troupes marocaines, l'armée mauritanienne est entrée en guerre contre le peuple sahraoui.

HIER : DES MESURES POSITIVES

Cette situation est d'autant plus regrettable que depuis quelques années le parti du peuple mauritanien qui dirige notre pays a entrepris une série de réformes relative-



Guérilleros du Front Polisario : l'invasion de leur pays est plus difficile que prévu !

ment anti-impérialistes et anti-féodales, réformes qui ont bénéficié du soutien massif du peuple, en particulier de la jeunesse et de l'intelligentsia progressiste.

Par la révision des accords de coopération franco-mauritaniens, l'émission d'une monnaie nationale, la nationalisation de la Miferma (fer), le rachat de la Somima

(cuivre), la création de sociétés nationales dans les secteurs vitaux de l'économie, etc... le parti du peuple et le gouvernement mauritaniens ont porté des coups sérieux à la domination impérialiste et fait progresser le pays dans la voie de l'indépendance nationale. Par le rôle actif qu'elle a joué dans les justes luttes des pays et peuples du tiers monde, la Mauritanie a ces dernières années apporté une précieuse contribution à leur résistance au pillage impérialiste.

UNE ORIENTATION COMPROMISE

Dans la situation actuelle, il est légitime de se demander comment une telle orientation sera maintenue et approfondie.

Que restera-t-il des projets économiques et sociaux destinés à améliorer les conditions de vie du peuple si les faibles moyens économiques et financiers du pays vont à l'effort de guerre ?

Jusqu'à quel point notre pays devra-t-il s'endetter pour acquérir l'équipement militaire qu'exige le «maintien de l'ordre au Sahara» ?

Quelles concessions faudra-t-il faire dans tous les domaines aux pays «amis», aux fournisseurs d'armes dont l'expérience a prouvé partout que quand ils «aident», c'est avant tout pour s'assurer des avantages poli-

tiques, économiques et stratégiques ?

En particulier quels objectifs vise la monarchie marocaine à travers l'accord de partage, les prêts économiques, l'assistance technique et culturelle à notre pays ? Toute l'histoire de la monarchie marocaine et en particulier de Hassan II, les liens connus entre celle-ci et l'impérialisme américain, mais déjà certains actes concrets (que font les troupes marocaines à Dakhla qui revient selon l'accord tripartite à l'Etat mauritanien ?) tout cela prouve que les menées auxquelles elle se livre sont un danger pour l'indépendance, l'intégrité territoriale, l'unité et le progrès du peuple mauritanien.

VICTIME AUSSI : LE PEUPLE MAURITANIEN

Ajoutons que même du point de vue du partage, alors que la Mauritanie s'entend «loyalement» à la «récupération» du sud du Sahara, ni le palais royal, ni les chauvins marocains qui le secondent et parfois le dépassent n'acceptent de parler d'autre chose que du Sahara entier.

Si nous sommes méfiants vis-à-vis de l'expansionnisme de la monarchie marocaine, nous n'en sommes que plus conscients de la solidarité et des liens entre les peuples du

Maroc, du Sahara et de la Mauritanie. Mais en soutenant cet expansionnisme, la jeunesse et l'intelligentsia marocaines ne rapprochent pas mais au contraire éloignent les peuples les uns des autres et affaiblissent leur solidarité anti-impérialiste.

La guerre dans laquelle la Mauritanie est aujourd'hui engagée n'est donc pas seulement terrible pour le peuple Sahraoui, elle est également dangereuse pour la marche de la Mauritanie vers l'indépendance et la démocratie à un moment où elle a franchi dans cette voie un pas appréciable et où l'unité des forces patriotiques a fait de réels progrès.

UNE MENACE POUR LA PAIX

Au niveau régional, le «conflit du Sahara» crée,

parallèlement à la résistance légitime du peuple et des patriotes sahraouis, une menace sérieuse pour la paix entre les peuples et des risques d'affrontements militaires entre les Etats. De tels affrontements ne sont pas seulement nuisibles en eux-mêmes mais surtout parce qu'ils favorisent l'intensification de l'intervention des puissances impérialistes en particulier des plus grandes d'entre elles. En effet, pareilles situations représentent pour celles-ci une occasion rêvée de jouer leur rôle de marchands de canons et de s'assurer des avantages stratégiques économiques et politiques aux dépens des intérêts des peuples mais aussi, parfois en faisant mine de soutenir leurs luttes.

Voilà pourquoi, dans l'intérêt du peuple Sahraoui frère, du peuple Mauritanien et de tous les peuples de la région, nous sommes pour la paix, pour la solution pacifique des conflits entre Etats. Mais un tel objectif ne saurait être atteint que par le respect du droit inaliénable du peuple Sahraoui à l'autodétermination et par la réalisation de ses légitimes aspirations.

des Patriotes Mauritaniens.

SAHARA : L'ENLISEMENT MAROCAIN Hassan II veut réunir la Djemaa

En annonçant la réunion extraordinaire de la Djemaa pour aujourd'hui 26 février, le Maroc monte une parodie de référendum. La Djemaa est une assemblée de notables mise en place par le colonialisme espagnol : sa représentativité est donc plus que douteuse. Plus d'une cinquantaine de membres ont d'ailleurs désavoué la main-mise marocaine sur le Sahara Occidental. C'est dire que cette convocation est une manœuvre de Hassan II pour faire croire que le Maroc tient compte du principe d'autodétermination.

L'ONU réticente

En réalité, sur le plan diplomatique, le Maroc trouve peu d'alliés disposés à avaliser cette farce et se trouve assez isolé. Après le départ anticipé des espagnols, c'est maintenant M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU qui rappelle au ministre des affaires étrangères marocain les deux résolutions de l'ONU, l'une affirmant le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination, l'autre prévoyant «une consultation libre organisée avec un représentant des Nations Unies». Le Maroc bafoue ces deux textes, et M. Waldheim est décidé à poursuivre la mission d'enquête Rvdbeck au Sahara.

Soutiens au Front Polisario

Par ailleurs, le Comité de Libération de l'OUA a reconnu le F. Polisario comme le représentant légitime du peuple sahraoui. M. Baba Miské, porte-parole du Polisario déclare que «l'OLP s'est prononcée officiellement pour le Front Polisario» et «qu'une rencontre est prévue prochainement entre les deux mouvements. L'Egypte est neutre et nous avons l'appui des mouvements et pays progressistes comme le Yémen du Sud et la Somalie» sans compter le soutien de l'Algérie et de la Lybie.

combats sur l'ensemble du territoire

Sur le plan militaire, la poursuite des combats «sur l'ensemble du territoire, au cœur même du Sahara, et pas seulement dans les régions frontalières» montre, s'il en était besoin, la capacité de la résistance du peuple sahraoui et sa détermination. Les forces armées marocaines ont dû évacuer les bourgades de Tifariti et Bir-Lahlou. Elles ont subi de lourds pertes lors de la deuxième bataille d'Amqala et chaque mission de reconnaissance en dehors des villes s'est soldée par un échec. Le minage de la plupart des pistes oblige maintenant les marocains à renoncer aux gros convois et à assurer leurs liaisons par hélicoptère. Des combats se déroulent encore autour d'Amqala et de Guelta-Zemmour. Aujourd'hui, le Maroc est pris au piège et sur la défensive. En revanche, pour le Polisario, «la situation se présente bien».

DJIBOUTI

vers une «concertation des partis politiques» ?

La LPAI (Ligue populaire africaine pour l'indépendance) parle aujourd'hui de réunir «les représentants des différents courants politiques». Ali Aref de son côté s'est déclaré d'accord pour une telle concertation des partis politiques. Bien que la concertation proposée par la LPAI se fasse au niveau des partis (UNI de Aref et LPAI) et non directement avec un président dont elle conteste la légitimité, on ne peut que s'étonner d'une telle prise de position : La LPAI ne déclarait-elle pas récemment être «le seul représentant du peuple» et vouloir «engager seule les négociations avec la France», avec pour condition préalable «le départ du gouvernement de Ali Aref» ? La Somalie pour sa part, à la conférence de l'OUA à Addis Abeba a vigoureusement rejeté l'idée d'une coalition de partis.

LA VIE DU JOURNAL

PARMI VOS LETTRES

M'étant amusé à écrire ce truc au moment d'un mouvement revendicatif, je l'ai relu avec un copain du QdP qui m'a dit que je devais l'envoyer. Je l'ai repris ce matin, à l'usine, disons, mis au goût du jour.

LE LAMINEUR

Tiens oui, des primes, parlons-en
Un truc qui améliore la production
Qui, de plus en plus, crée la division
On paume tout quand on est malade
Sur la feuille de paye quelle salade

Bien sûr il y a la prime d'équipe
C'est une vraie source d'injustices
Là encore lamineur on te nique
C'est pourquoi tu lamines triste

Un O.S. quittant à 4 h. les draps
Fatigué sans doute autant qu'un P3
Il n'a pourtant pas les mêmes droits
Cela il ne l'accepte pas

Continuant ses réflexions
Il pense à sa qualification
Est il juste d'être OS 2
Et d'faire le boulot d'un P2

Il voudrait que tout ça soit plus juste
Il voudrait une vie meilleure
Il est prêt à rentrer dans la lutte
Oh, attention v'la l'ingénieur

Il regarde, il écoute sa machine
Dans le ronflement des moteurs
Il voit un monde qui s'anime
Oui... c'est le monde des travailleurs

Un lamineur

COMMUNIQUÉ

CHAUMONT (Haute-marne)

REUNION DES LECTEURS DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Samedi 28 février à 14 h 30

MJC 7, rue Damremont - bibliothèque du 1^{er} étage

A PROPOS D'UNE RÉUNION D'UNE COOPÉRATIVE LAITIÈRE

Camarades,

J'ai assisté hier soir à une réunion d'information qu'organisait l'UAC (coopérative laitière la plus importante de la région de Besançon) pour ses sociétaires comme on dit c'est-à-dire pour les agriculteurs qui livrent leur lait à l'UAC. Ce genre de réunion sur la marche de la coopérative est organisé à l'UAC environ une fois ou parfois deux fois par an.

Il y avait là le directeur de l'UAC (directeur de l'usine de l'UAC qui groupe 80 employés, ouvriers et chauffeurs) et le président qui lui, est un agriculteur, manifestement mené par le bout du nez par le directeur. En face une vingtaine de paysans dont seulement 2 femmes, paysans moyens d'après ce que j'ai compris, en effet, ils

En effet, une section syndicale CFDT vient de se monter à l'UAC avec des jeunes et une réunion avec le directeur et les délégués était prévue pour cet après-midi pour discuter des salaires et des conditions de travail : les chauffeurs qui vont chercher de nuit le lait dans les tanks demandent des bottes et des cirés, et 15 jours de vacances d'affilé l'été, les ouvriers demandent des chaussures de sécurité, etc...

Et le raisonnement du directeur est celui-là. Tout ce qui va aller dans la poche de l'ouvrier n'ira pas dans celle du paysan.

Le moment est particulièrement bien choisi pour lui de faire cette propagande car les agriculteurs venaient en fait demander le prix du litre de lait pour l'été. (en effet, il y a 2 tarifs un d'hiver, un d'été).

contredit, personne n'a osé. Car c'était bien là le but du directeur, il sent approcher une lutte dans sa boîte et il vient remonter les paysans pour qu'ils viennent casser la gueule aux éventuels grévistes sachant que les paysans sont très mécontents du prix du lait.

Pourtant, si on entend parler ces mêmes paysans en dehors de l'UAC, ils vont traiter le directeur de tous les noms et ils lui enverraient volontiers un coup de fusil. Aussi je pense qu'hier soir certains avaient des sentiments contradictoires et si un paysan avait contredit le directeur, tout le monde aurait réfléchi.

(Je ne pouvais malheureusement pas intervenir ayant été invitée par un paysan à assister à la réunion sans faire moi-même partie des sociétaires, mais on a quand même un peu discuté après la réunion).

Enfin la leçon de tout cela, c'est qu'il faudrait que le syndicat fasse de l'information auprès des paysans comme cela s'est fait ailleurs, mais pas comme cela quand on n'a plus rien d'autre à faire, mais plutôt parce que c'est une nécessité absolue pour cette lutte (je vais essayer de rentrer en contact avec eux).

Voilà, quand le Quotidien du Peuple parle avec raison de construire l'unité ouvrier-paysan, il en parle un peu dans l'abstrait. On voit ici concrètement qui entretient la division, pourquoi, et contre qui il faut la faire cette unité, mais on voit aussi que c'est une lutte à mener, c'est pas du tout cuit.

Correspondant Besançon



Des paysans du plateau du Doubs sont descendus à Besançon pour soutenir les cheminots. Il leur ont apporté des légumes.

ont tous un tank à lait or les petits producteurs en sont encore aux bidons. Et c'est encore sous le coup de la colère que je vous écris.

En effet, après avoir donné quelques chiffres sur les augmentations du gaz, de l'électricité, des transports, etc... le principal de la réunion a consisté pour le directeur à monter les paysans contre les ouvriers de l'UAC.

Alors que l'UAC, son directeur, le crédit agricole et France-Lait à qui il livre une partie du lait s'engraissent aussi bien sur le dos des paysans à qui ils payent le lait très bas, et encore plus sur le dos des ouvriers qui ont des conditions de travail particulièrement dures dans cette petite boîte paternaliste.

Malheureusement dans cette réunion pas un seul paysan n'a

REUNION PUBLIQUE DES LECTEURS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE
Vendredi 27 février à 21h
Maison de quartier Mireuil
17000-LA ROCHELLE



Envoyé par un lecteur de Lille.

VIE QUOTIDIENNE

QU'EST-CE QUE CELA RAPPORTE AUX TRAVAILLEURS, UN MAIRE « COMMUNISTE » DE CE TYPE-LA ?

Depuis plusieurs jours, les murs de nos villes fleurissent d'affiches pour les cantonales. Tout le monde y va de son petit refrain : de l'UDR qu'il « faut rejoindre » au PCF pour qui « voter communiste, c'est le mieux », en passant par le PS « avec qui nous allons changer la vie »...

Mais au delà des promesses, quelle est la réalité ? Quelques événements survenus dans la région lyonnaise nous apportent quelques éléments de réponse.

Dans le cadre d'une campagne pour la gratuité des transports pour les chômeurs, plusieurs Unions Interprofessionnelles de Base CFDT de la région avaient envoyé des délégations dans les municipalités pour leur demander de les appuyer dans cette revendication.

VILLEURBANNE : Municipalité de droite. Quelques jours après la délégation, le maire, Gagnaire, répond par lettre : « Je ferai tout ce qui est en mon possible pour faire connaître votre demande aux organismes intéressés ». Voilà qui en dit long sur son soutien !

VÉNISSIEUX : Municipalité PCF. Si l'on en croit ce qu'on lit dans la brochure qu'ils distribuent pour les cantonales (« être représentés par des communistes au Conseil Général. c'est la

garantie que vos intérêts seront défendus... »), on pense que l'accueil sera meilleur ! Qu'en fut-il ? Après avoir écouté les revendications des chômeurs, le maire communiste, Houel, expose pendant vingt minutes les difficultés de la mairie : impôts, TVA... Ils ne s'en sortent pas !

Aussi la mairie ne peut envisager de distribuer aux chômeurs des cartes de bus. Mais alors, reprend la délégation, peut-être pourriez-vous au moins accepter que les chômeurs utilisent la photocopieuse de la mairie pour reproduire les nombreux papiers dont ils ont besoin ! Eh bien, non ! Même cela, il ne le peut pas ! Vous vous rendez compte ! 1 F la photocopie ! Mais en somme, qu'est-ce que cela apporte aux travailleurs, un maire « communiste » de ce type là ?

corr. Villeurbanne

RÉVOLTANT

La médecine au service du capital. Que ce soit la médecine privée ou celle du travail, comme en a apporté la preuve la camarade dans le QdP de mardi, c'est aussi une médecine raciste. Ce n'est plus à prouver non plus. Pennaroya en est un exemple. Je vous en apporte un autre. Un copain de travail, Espagnol, marié, quatre enfants, vit en France depuis de nombreuses années. Comme chaque année, la médecine du travail nous fait passer une visite. « Ça va ?... bon ça va ! au suivant ! ». Ce copain avait demandé sa naturalisation en France. Une semaine après le passage de la médecine du travail, il passe une visite médicale pour la naturalisation : Refusé ! « Vous êtes tuberculeux » lui annonce-t-on ! Et pas une légère primo-infection ! On l'a envoyé en sanatorium ! pour éviter la contagion avec sa famille entre autre.

Pour différentes raisons je n'ai plus eu de contact avec lui, mais rien que ce fait est vraiment révoltant. Bon pour crever au boulot, et contaminer son entourage, mauvais pour être Français !

Combien d'entre nous, avons une maladie qui couve silencieusement, que la technique actuelle, si elle était au service des travailleurs, permettrait de déceler, pendant qu'elle est bénigne.

Ho ! bien sûr, il existe ce genre d'examen général approfondi, mais à quel prix ! Un travailleur payé au SMIC ne peut se payer ce luxe chaque année !

Le déficit de la sécu. ? Ce n'est pas vraiment la faute des travailleurs, c'est eux qui payent, et c'est la bourgeoisie qui en profite !

A. Imprimerie - Paris

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

TÉLÉVISION

«La tête et les jambes» de Pierre Bellemare

C'EST TOUJOURS LA TÊTE QUI PRIME !

Après avoir été un des piliers de la télévision (l'«Homme du XXème siècle», «la tête et les jambes»), le jeu télévisé a, aujourd'hui, presque disparu des heures de grande écoute. Elle semble bien tarie, l'imagination des Sabbagh et autres Bellemare. Ce dernier n'a rien trouvé de mieux que de nous resservir son succès d'antan. Actuellement, «la tête et les

jambes» est le seul jeu à passer en soirée (le lundi sur A 2).

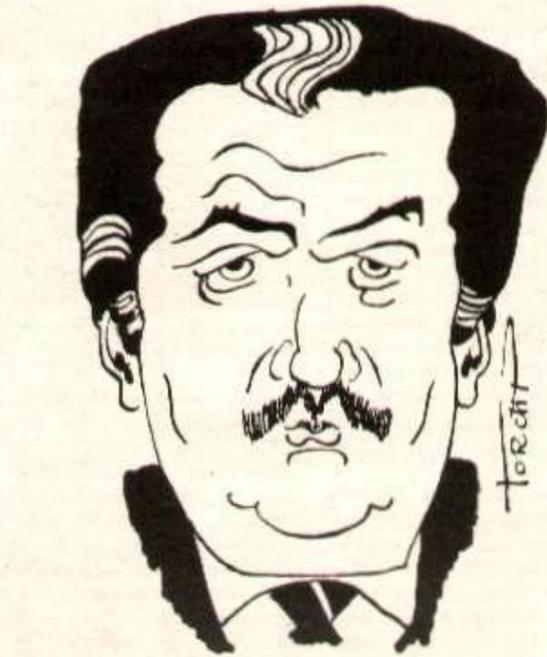
Le principe n'a pas changé : si le candidat «chute» sur une question, un sportif doit accomplir une performance pour le rattraper. Formule qui symbolise ouvertement la division capitaliste entre travail intellectuel et travail manuel. Dans cette logique, il va de soi, qu'en

cas de victoire, la «récompense» ira à celui qui ne fait travailler que ses méninges. Libre à lui d'offrir ou non un coup à boire à son coéquipier...

Sans toucher au fond, Bellemare a donné un petit coup de plumeau à l'emballage.

D'abord, les questions ont fait plus appel à une sorte de savoir universel, mais se limitent à un domaine précis : en ce moment, l'histoire de l'automobile ; bientôt, «les grandes énigmes de l'histoire». Sujets peu compromettants qui expliquent, entre autres, la longévité exceptionnelle de Bellemare.

Ensuite, gadgets (genre tableaux magnétiques), sketches, séquences filmées, vieux taccts véritables ou en modèle réduit sont censés rompre la monotonie des questions-réponses. D'autant qu'elles sont trop spécialisées pour susciter la traditionnelle participation du téléspectateur, cherchant lui-même la solution. Par exemple : «Quelles lettres désignent les départements sur les plaques d'immatriculation en 1905 ?» Même le spécialiste J. Potherat, rédacteur en chef d'Alpha-auto n'en savait rien. Ces exigences d'érudition sont d'autant plus grotesques venant d'un Bellemare, esclave des fiches préparées par ses collaborateurs. Le Bellemare «poseur



de questions» est d'ailleurs beaucoup moins à l'aise que le Bellemare «raconteur d'histoires». Celle d'Henry Ford avait de quoi faire bondir : exaltation de «l'homme qui s'est fait par lui-même», du «philanthrope» déclarant : «Tout homme devrait avoir assez d'argent pour avoir une maison et un bout de terre», du bon papa-gâteau chouchoutant sa petite famille. Ses ouvriers avaient bien de la chance, non ? Visiblement impressionné par ce tableau idyllique, le candidat pensait que Ford avait créé lui-même

le syndicat dans ses usines alors qu'en réalité, il y était farouchement opposé ! Pour ce monsieur Bellemare l'histoire de l'automobile n'a rien à voir avec l'histoire de la classe ouvrière...

Seul personnage sympathique de l'émission : le sportif, handicapé physique. Naturellement, Bellemare utilise cette circonstance pour renforcer son image de défenseur des grandes causes. Fallait-il le préciser ?

Claude ANCHER

Programme

VENDREDI 27 FEVRIER

TF1

- 18 h 45 - Pour les jeunes
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Une minute pour les femmes
- 19 h 45 - Alors, raconte
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Au théâtre ce soir «la facture»
- 22 h 30 - Requiem de Mozart
- 23 h 25 - Journal et fin

A 2

- 14 h 30 - Les après-midi d'A 2
- 18 h 30 - Journal
- 18 h 40 - Le palmarès des enfants
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Y'a un truc
- 20 h 00 - Journal
- 20 h 30 - Moise
- 21 h 30 - Apostrophes
- 22 h 25 - Ciné-club «Les hommes contre... Film italien de Francesco Rosi (1970)
- 24 h 00 - Journal et fin

FR 3

- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 40 - Tribune libre
- 19 h 55 - Flash Journal
- 20 h 00 - Programmes régionaux
- 20 h 30 - Vendredi
- 21 h 25 - Europa Nostra
- 22 h 00 - Journal et fin

Radio

Les dossiers extraordinaires

Sur Europe 1, de 13h30 à 14h, P. Bellemare, qui s'était déjà illustré par son émission démagogique «il y a sûrement quelque chose à faire», récidive en présentant «Les dossiers extraordinaires».

Musique accrocheuse, ton grave du présentateur, tout est bon pour racoler l'auditeur...

De quel sujet Bellemare va-t-il nous parler ? Des accidents du travail ? Du chômage ? Du Sahara Occidental ? Mais voyons, tout cela n'a rien d'extraordinaire à côté de l'histoire qu'il nous présente l'aventure d'une jeune américaine qui décide de voyager en Europe et qui disparaît un beau matin pendant une croisière. Voilà bien un sujet au cœur des préoccupations des masses !

Le reste de l'histoire est encore plus croustillant : tous

les poncifs y passent «Tanger plaque tournante de la drogue et de la traite des blanches», le flic silencieux et tenace, un cadavre de jeune fille, atrocement mutilé, retrouvé au petit jour par un berger... Ce n'est plus du P. Bellemare, c'est de l'Agatha Christie. Vous voulez savoir la fin de l'histoire ? La jeune fille n'a jamais été retrouvée !... C'était bien la peine de nous vanter les mérites d'Interpol pendant une demi-heure pour arriver à un aussi piètre résultat ! Décidément, ce qu'il y a de plus «naturel» à Europe 1, c'est le mépris de l'auditeur et la poudre aux yeux.

Une suggestion, Monsieur Bellemare : faites donc un de vos «Dossiers extraordinaires» sur l'affaire Ben Barka, et parlez-nous donc du rôle joué par la police française dans cette affaire...

Feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RESUME :

Dans la Chine Rouge, organisée en soviets, le Parti communiste coordonne l'activité de nombreuses organisations de masse, et ce sont les paysans en armes qui assurent la police et la défense locale.

29^e épisode
LES LOIS AGRAIRES

TRANSFORMATION RADICALE

Si l'on veut vraiment comprendre le soutien apporté par les paysans au mouvement communiste, il faut se rappeler sa base économique. J'ai déjà décrit le fardeau que la paysannerie du Nord-ouest supportait sous le régime précédent. Or, il n'y a pas de doute que les Rouges, quel que fût l'endroit où ils se trouvaient, y transformaient radicalement la condition du métayer, du cultivateur pauvre, du cultivateur moyen, de tous les éléments prolétaires. Toute forme d'imposition était supprimée la première année dans les nouveaux districts et ce pour donner aux cultivateurs le temps de se retourner, tandis que dans les vieux districts on n'exigeait qu'une contribution foncière progressive unique, ainsi qu'une faible taxe (de 5 à 10%) sur les échanges commerciaux. En second lieu, les communistes donnaient aux paysans la terre dont ils étaient avides et entreprenaient le défrichage de grandes surfaces de terres laissées à l'abandon, principalement les terres des propriétaires absents ou en fuite. Troisièmement, ils confisquaient la terre et le bétail des classes riches et les partageaient entre les pauvres.

LES CONFISCATIONS DE TERRES

Les lois agraires en vigueur (promulguées par le Gouvernement soviétique du Nord-ouest en décembre



1935) stipulait la confiscation des terres de tous les propriétaires et celle des terres des paysans riches qui n'étaient pas cultivées par leurs possesseurs. Toutefois, on accordait au propriétaire et au paysan riche autant de terres qu'il pouvait cultiver de ses propres mains. En pratique dans les districts où il n'y avait pas pénurie de terres - et ces districts étaient nombreux dans le nord-ouest - les terres des propriétaires résidents et des paysans riches n'étaient pas confisquées du tout, mais les terres en friche et celles des propriétaires absents étaient distribuées, et parfois il y avait redistribution des terres de bonne qualité, le meilleur sol étant alloué aux paysans pauvres et les propriétaires recevant la même superficie en terres moins riches.

Qu'est-ce qu'un propriétaire ? D'après la définition des communistes (grandement simplifiée), tout cultivateur qui tirait la plus grande partie de ses revenus de terres louées à d'autres et non de son propre travail était un propriétaire. En vertu de cette définition, les usuriers et les t'ou-hao (1) étaient mis

dans la même catégorie que les propriétaires et paillardement traités. Le taux de l'usure, (...), s'élevait autrefois jusqu'à 60% dans le Nord-ouest et beaucoup plus haut dans le temps d'épreuve. Quoique la terre soit très bon marché dans de nombreuses régions du Kansou, du Shensi et du Ninghsia, il est pratiquement impossible à un ouvrier agricole ou à un métayer sans capital d'accumuler suffisamment d'argent afin d'acheter assez de terres pour faire vivre sa famille. J'ai rencontré dans les districts rouges des cultivateurs qui n'avaient jamais eu auparavant les moyens de posséder aucune terre bien que le prix ne fût, par places, que de deux ou trois yuan par acre.

ASSURER UNE EXISTENCE CONVENABLE

Les classes autres que celles-ci dessus mentionnées n'étaient pas soumises à confiscation, de sorte qu'un fort pourcentage de cultivateurs était en état de bénéficier directement du partage. Les cultivateurs les plus pauvres, les métayers et les ouvriers de ferme recevaient tous assez de terres pour assurer leur existence. Il ne semblait pas y avoir de tentative «d'égaliser» la possession du sol. Le but essentiel des lois agraires soviétiques, ainsi que me l'expliqua Wang Koan-lan (l'ancien étudiant en Russie de 29 ans qui était commissaire à l'Agriculture pour les trois provinces du Nord-ouest), était d'assurer à chaque individu suffisamment de terres pour lui garantir à lui et à sa famille une existence convenable - ce qui était considéré comme étant le besoin le plus pressant de la paysannerie.

(à suivre)

(1) Littéralement «fripouille de terroir» ; c'est le terme usité par les communistes pour les propriétaires qui tirent également une grande partie de leur revenu des prêts d'argent et de l'achat d'hypothèques.

INTERNATIONAL

Portugal D'UN «PACTE» A L'AUTRE

LA DECADENCE DU MOUVEMENT DES FORCES ARMEES

Le nouveau «pacte» entre le Mouvement des Forces Armées et les partis politiques, qui doit définir leur place respective dans la vie politique portugaise, et qui devait être signé avant-hier soir, n'a finalement pas pu l'être en raison des exigences du parti de droite «PPD». Dans la journée d'hier, bien qu'on ait annoncé que la signature devait intervenir à 19 h. 30, des difficultés de dernière minute pouvaient cependant surgir encore.

Au cours de la préparation du texte, les officiers sociaux-démocrates du «groupe des neuf» avaient tenté d'introduire un préambule indiquant : « Les forces armées ont pour objectif fondamental de garantir le fonctionnement normal des institutions démocratiques et de consolider et d'approfondir les grandes conquêtes du peuple portugais dans la transformation des structures socio-économiques et culturelles du pays ». Ce texte a été refusé par les partis réactionnaires comme « une analyse marxiste et inadmissible de la situation portugaise ».

LISBONNE - de notre correspondant.

Après le coup du 25 novembre, tous les efforts de la bourgeoisie portent sur la restructuration des forces armées, afin qu'elles deviennent le bras armé de son pouvoir.

L'armée est réduite à 24 000 hommes ; 10 000 soldats de métier, opérationnels disposant d'un armement lourd très important, le reste étant constitué d'appelés voués surtout à des tâches administratives. « En cas de nécessité, l'armée pourra intervenir dans des tâches de maintien de l'ordre ». Récemment, la soldé des soldats et des officiers a été augmentée, dans le but d'éviter des revendications économiques.

Pour réaliser les opérations militaires d'élimination des régiments progressistes, Melo Antunes et le «groupe des neuf» (officiers sociaux-démocrates) ont laissé à la «droite militaire» le champ libre. Celle-ci en a profité.

Tout d'abord, réapparaissent à des postes de commandement de certains régiments, mais aussi des états majors, les militaires spinolistes (tels que Firmino Miguel, ancien ministre de la défense de Spínola, et maintenant adjoint au chef d'état major de l'armée de terre). La famille du nouveau comman-

dant de la Police Militaire possède plusieurs usines importantes. Le major Espírito Santo, qui vient d'être promu appartient à la famille de grands banquiers du même nom qui avait tremé directement dans l'organisation



Vasco Lourenço, Otelo de Carvalho. Vasco a remplacé Otelo à la tête de la région militaire de Lisbonne ; Otelo est en prison. Mais, à son tour, Vasco est menacé.

de la tentative de Spínola, le 11 mars 1975.

Avec ces officiers, reviennent également au jour certains des fascistes éliminés. Mais cette droite militaire est pour l'instant encore assez faible militairement. Excepté dans la région nord, elle ne dispose pas encore de postes importants de commandement, qui sont pour la plupart entre les mains d'officiers du «groupe des neuf» (région

militaire de Lisbonne, région centre, région sud), ou d'officiers hésitants tels Ramalho Eanes, chef d'état major de l'armée.

INQUIETUDES DES «NEUF»

Mais pour eux «l'armée doit être le garant de la démocratie et doit veiller à l'application de la constitution». Proches du PS, ils craignent une victoire des partis ouvertement réactionnaires aux prochaines élections, et auraient aimé avoir un contrôle sur l'avenir.

Mais la droite militaire commence à leur créer des difficultés. Récemment, Victor Crespo, figure importante du groupe des «neuf», déclarait : «La tâche principale des militaires de gauche est d'éliminer les militaires spinolistes et fascistes qui prennent des postes importants dans les régiments». D'où leurs propositions concer-

dants, comme Otelo de Carvalho et ses compagnons.

L'ARMÉE MISE HORS JEU ?

L'accord qui finalement se dégage sur le «pacte» comporte les grandes lignes suivantes : un président de la république qui sera en même temps président du conseil de la révolution, donc nécessairement un militaire, avec des pouvoirs importants : il a droit de veto sur les lois votées par l'assemblée législative (qui doit après les adopter par une majorité des deux tiers). Tout cela, après consultation du conseil de la révolution. Celui-ci sera donc uniquement consultatif, sauf pour les décisions concernant l'armée et la défense. En fait, il s'agit pour l'essentiel d'un effacement de l'armée dans la vie politique du Portugal, et de la stabilisation d'une démocratie bourgeoise

Mitterrand à Alger LE MONDE A L'ENVERS ?

Le vaincu des dernières élections présidentielles recu à Alger avec des égards proches de ceux réservés à un chef d'Etat. L'organisateur de la guerre coloniale conversant amicalement avec les dirigeants de l'Algérie indépendante. Voilà les deux paradoxes qu'offre apparemment la visite à Alger du premier secrétaire du parti socialiste.

A y regarder de plus près, les choses sont en fait assez naturelles : la guerre, celle que Mitterrand a menée, est finie depuis longtemps. Gagnée par le peuple algérien. Quiconque envisage, comme c'est le cas de ce politicien, de gérer un jour les affaires de la bourgeoisie française, est obligé de tenir compte de l'existence de l'Algérie indépendante, du rôle qu'elle joue aujourd'hui dans le Tiers-Monde. Mitterrand à Alger, c'est en un sens l'hommage

du vice à la vertu. Pour ses interlocuteurs, les choses s'expliquent aussi : Abdelaziz Bouteflika, ministre des affaires étrangères de



la République Algérienne, relevait récemment que la politique extérieure française tend de plus en plus à devenir «une des facettes de la politique américaine».

Concrètement, dans la dernière période, les échanges entre la France et l'Algérie ont connu une évolution très défavorable pour ce pays. De

matériellement la double invasion marocaine et mauritanienne. L'interview donnée par le président de la République au Nouvel Observateur, quelque modéré qu'ait pu s'en prétendre le ton, n'a fait que confirmer cette orientation.

Aussi, fatigués de chercher une coopération honnête du côté du pouvoir actuel, le gouvernement algérien cherche des ouvertures du côté de l'équipe de rechange. Mitterrand, en reconnaissant le déséquilibre des échanges franco-algériens, en acceptant de rencontrer le front Polisario, n'a pas fait autre chose que lui donner les gages qu'il était en droit d'attendre. Reste à savoir si, une fois au pouvoir, il se conduirait différemment de Giscard après sa visite, extrêmement amicale en apparence, du printemps dernier.

ESPAGNE EN LUTTE

Alicante : un ouvrier assassiné

Au cours d'une manifestation ouvrière à Elda, dans la région d'Alicante, un camarade a été assassiné par les balles de la police fasciste. C'est la première fois depuis la mort de Franco que les flics ouvrent le feu. Désormais, l'orientation du régime est claire : tous les discours de «libéralisation» s'effacent devant le crime commis de sang-froid contre le peuple. Au reste, les prolétaires - extrêmement restreints - concernant l'adoucissement du décret anti-terroriste, de révision du code pénal, sur la réglementation des grèves et manifestations trainent eux-mêmes aux Cortès, qui refusent de les adopter.

Catalogne : luttes de masses

De Barcelone, par téléphone

Cependant, le mouvement des masses se poursuit sans discontinuer. De Barcelone, nous apprenons que la grève du bâtiment contre la hausse du coût de la vie, le chômage, pour les libertés démocratiques, continue. A Sabadell, dans la grande banlieue industrielle, la grève est maintenant générale.

Partie de la métallurgie pour un motif «laboral», c'est-à-dire revendicatif, elle s'est maintenant étendue à tous les secteurs en solidarité contre l'arrestation de plusieurs grévistes. Ici aussi, un ouvrier, grièvement blessé lors d'une manifestation, se trouve à l'hôpital dans un état très grave.

Le voyage de Juan Carlos a glissé sur la Catalogne comme l'eau sur la plume du canard. Il apparaît ici que la seule réponse du régime aux revendications des masses reste la répression.

En bref

Un nazi amnistié ?

Le dirigeant du parti libéral ouest-allemand, Genscher, a demandé à l'Italie d'amnistier le criminel de guerre Kapler. Pire, cette demande a été formulée par le dirigeant ouest-allemand en sa qualité de ministre du gouvernement en place. Etant donné les méthodes répressives de plus en plus sauvages qui sont celles de la bourgeoisie ouest-allemande, on peut se demander s'il ne s'agit pas de permettre à cet homme de reprendre du service.

MOSCOU : la voix de son maître

Sous la rubrique de la défense de l'internationalisme prolétarien, les différents délégués étrangers au 25^e Congrès du Parti «Communiste» d'Union Soviétique, ont rivalisé dans leurs déclarations, de cynisme et de haine contre la construction du socialisme en Chine. Il est difficile de dire lequel a été le plus virulent, du tchécoslovaque Husak, pour qui l'invasion de son pays par les troupes soviétiques constitue sans doute un exemple d'internationalisme, et qui a déclaré : «à l'heure actuelle, nous estimons indispensable de combattre activement la politique de la direction maoïste de la Chine», ou du lyrique de Castro dénonçant «les calomnieux, les intrigants et les traîtres qu'ils soient fascistes, bourgeois ou maoïstes». Il a également déclaré que «personne ne peut exporter les révolutions ni les imposer par la guerre». Nous rappelons que 10 000 cubains sont «exportés» en Angola depuis plusieurs mois.

Seul Le Duan, délégué du Nord-Vietnam, a refusé de dénoncer la Chine.